

L'OBSERVATEUR de l'OCDE



Le vieillissement de la population

L'administration au service du public

Les technologies propres dans l'industrie

Les énergies renouvelables et l'environnement

La politique des télécommunications

Les perspectives de l'emploi

L'OBSERVATEUR **de l'OCDE**

N° 148 octobre/novembre 1987

Publication bimestrielle en anglais et en français de l'ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES.

BUREAUX DE LA RÉDACTION

Service des Publications de l'OCDE, Château de la Muette, 2, rue André-Pascal, F 75775 PARIS CEDEX 16.

Les articles sans copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés de la mention « Reproduit de l'OBSERVATEUR DE L'OCDE » en précisant la date du numéro. Deux exemplaires justificatifs devront être envoyés au rédacteur en chef. Les articles signés ne pourront être reproduits qu'avec la signature de leur auteur.

L'Organisation n'est pas tenue de rendre les manuscrits qu'elle n'a pas sollicités.

Les articles signés expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celle de l'OCDE.

Abonnement (un an)

F55,00 £5,50 \$EU11,00 DM25,00

Le numéro :

F11,00 £1,10 \$EU2,00 DM5,00

Tél: (1) 45.24.81.66

RÉDACTEUR EN CHEF :

Ulla Ranhall-Reyners

ASSISTANTES :

Yannick Bultynck

Brigid Gallen

CONCEPTION ARTISTIQUE ET

RÉALISATION TECHNIQUE :

Gérald Tingaud

RECHERCHE PHOTOGRAPHIQUE :

Silvia Thompson-Lépot

Toute correspondance doit être adressée au rédacteur en chef.

SOMMAIRE

LE VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION : S'Y PRÉPARER MAINTENANT <i>par Maria Maguire</i>	4
L'ADMINISTRATION AU SERVICE DU PUBLIC	10
LES TECHNOLOGIES PROPRES : LE DIFFICILE PARI DE L'INDUSTRIE	12
ÉNERGIES RENOUVELABLES : SONT-ELLES ÉCOLOGIQUES ?	15
RÉFORMER LA POLITIQUE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DANS LES PAYS DE L'OCDE <i>par Dimitri Ypsilanti et Robin Mansell</i>	18
PROBLÈMES ET STRATÉGIES ÉCONOMIQUES	
ALLEMAGNE	23
PAYS-BAS	25
GRÈCE	26
TURQUIE	27
LES POINTS ESSENTIELS DES PERSPECTIVES DE L'EMPLOI DE L'OCDE	29
NOUVELLES PUBLICATIONS DE L'OCDE	33

PHOTOS Couverture: G. Tingaud; p. 4: OCDE; p. 7: Hubert; p. 8: COI, Londres; p. 9: E. Mandelmann; p. 10: 1987 Ed. Albert René, Paris, Gosciny & Uderzo «Les 12 Travaux d'Astérix»; p. 13: OCDE; p. 14: A. Keler/Sygma; p. 15: ministère danois des affaires étrangères; p. 16: J.P. Sudre; p. 17: Bundesbildstelle, Bonn; p. 18: Gamma; p. 18-19: British Telecom; p. 22: OCDE; p. 24: Bundesbildstelle, Bonn, Spengler/Sygma; p. 25: OCDE; p. 26-27: A. Perret/Sygma; p. 28: A. Keler/Sygma; p. 30: Doumerc/Sygma; p. 31: COI, Londres; p. 32-33: S. Thompson-Lépot.

Le vieillissement de la population : s'y préparer maintenant

par Maria Maguire¹



Taux de natalité en baisse, espérance de vie en hausse : la plupart des pays de l'OCDE sont aujourd'hui confrontés au vieillissement de leur population. Vieillissement qui dans certains pays européens risque à terme de réduire la population totale et le nombre d'actifs, aggravant ainsi les difficultés de financement des retraites, des soins de santé et des services sociaux pour les personnes âgées.

Quelles politiques sociales adopter pour faire face aux problèmes démographiques qui menacent à l'aube du XXI^e siècle ? C'est ce qu'examine l'article qui suit.

Espèce en voie de disparition ? Sans doute pas mais d'ores et déjà les taux de fécondité n'assurent plus le renouvellement des générations dans les pays de l'OCDE.

Moins de bébés

Les taux de fécondité ont considérablement chuté depuis le milieu des années 60 : ils sont maintenant au-dessous du taux de renouvellement de la population. Dans certains pays, l'on constate déjà une réduction du nombre des jeunes et rien ne laisse présager pour l'heure un redressement sensible des taux de natalité.

Les effets des faibles taux de fécondité vont être amplifiés au début du siècle prochain lorsque les enfants du *baby boom* (nés entre le début des années 40 et le milieu des années 60) vont atteindre le seuil de la vieillesse. La population des plus de 65 ans va ainsi augmenter rapidement en deux ou trois décennies dans de nombreux pays, même si dans quelques-uns cette croissance se fera de façon plus progressive (tableau 1). Au Japon, où le taux de natalité n'a pratiquement pas cessé de diminuer depuis la fin des années 40, la proportion des personnes âgées s'accroît d'ores et déjà rapidement. Dans l'ensemble des pays de l'OCDE, le nombre des plus de 65 ans devrait passer d'un peu plus de 12 % aujourd'hui à presque 22 % en 2040, date où la courbe de vieillissement est supposée culminer.

Le « quatrième âge »

Le groupe d'âge qui augmente le plus rapidement dans beaucoup de pays est aujourd'hui celui du « quatrième âge » – les plus de 80 ans. L'espérance de vie à la naissance allant croissant (depuis 1950, les femmes ont gagné huit ans et demi de vie supplémentaires, les hommes 6), cette tendance doit normalement se poursuivre pendant les décennies à venir. Même si l'espérance de vie devait peu augmenter, les projections actuelles indiquent que la proportion des plus de 80 ans dans les pays de l'OCDE devrait atteindre de 6 à 9 % de la population au milieu du siècle prochain alors qu'elle n'est aujourd'hui que de 1 à 3 %. Leur nombre aurait ainsi augmenté de 45 % à l'an 2000 et triplé d'ici à 2040.

Diminution et vieillissement de la population active

Qui dit population vieillissante dit répercussions importantes sur la taille et la structure par âge de la population active. Le nombre de jeunes entrant sur le marché du travail diminue déjà dans de nombreux pays. A la fin du siècle, la population d'âge actif (15-64 ans) va rétrécir au Japon comme dans certains pays européens. Un nombre croissant des pays connaîtront ce problème dans les premières décennies du 21^e siècle si leur taux de natalité ne se redresse pas rapidement.

1. Direction des affaires sociales, de la main-d'œuvre et de l'éducation, OCDE.

1. POPULATION ÂGÉE DE 65 ANS ET PLUS – 1980-2050^a en % de la population totale

	1980	1990	2000	2010	2020	2030	2040	2050
Allemagne	15,5	15,5	17,1	20,4	21,7	25,8	27,6	24,5
Australie	9,6	11,1	11,7	12,6	15,4	18,2	19,7	19,4
Autriche	15,5	14,6	14,9	17,5	19,4	22,8	23,9	21,7
Belgique	14,4	14,2	14,7	15,9	17,7	20,8	21,9	20,8
Canada	9,5	11,4	12,8	14,6	18,6	22,4	22,5	21,3
Danemark	14,4	15,3	14,9	16,7	20,1	22,6	24,7	23,2
Espagne	10,9	12,7	14,4	15,5	17,0	19,6	22,7	22,9
Etats-Unis	11,3	12,2	12,2	12,8	16,2	19,5	19,8	19,3
Finlande	12,0	13,1	14,4	16,8	21,7	23,8	23,1	22,7
France	14,0	13,8	15,3	16,3	19,5	21,8	22,7	22,3
Grèce	13,1	12,3	15,0	16,8	17,8	19,5	21,0	21,1
Irlande	10,7	11,3	11,1	11,1	12,6	14,7	16,9	18,9
Islande	9,9	10,3	10,8	11,1	14,3	18,1	20,1	21,1
Italie	13,5	13,8	15,3	17,3	19,4	21,9	24,2	22,6
Japon	9,1	11,4	15,2	18,6	20,9	20,0	22,7	22,3
Luxembourg	13,5	14,6	16,7	18,1	20,2	22,4	22,0	20,3
Nlle-Zélande	9,7	10,8	11,1	12,0	15,3	19,4	21,9	21,3
Norvège	14,8	16,2	15,2	15,1	18,2	20,7	22,8	21,9
Pays-Bas	11,5	12,7	13,5	15,1	18,9	23,0	24,8	22,6
Portugal	10,2	11,8	13,5	14,1	15,6	18,2	20,4	20,6
Royaume-Uni	14,9	15,1	14,5	14,6	16,3	19,2	20,4	18,7
Suède	16,3	17,7	16,6	17,5	20,8	21,7	22,5	21,4
Suisse	13,8	14,8	16,7	20,5	24,4	27,3	28,3	26,3
Turquie	4,7	4,0	5,0	5,5	7,0	8,9	10,2	11,5
Moyenne OCDE^b	12,2	13,0	13,9	15,3	17,9	20,5	21,9	21,2

(a) Pour 1980 : chiffres réels ; pour 1990-2050 : évolution prévisionnelle.

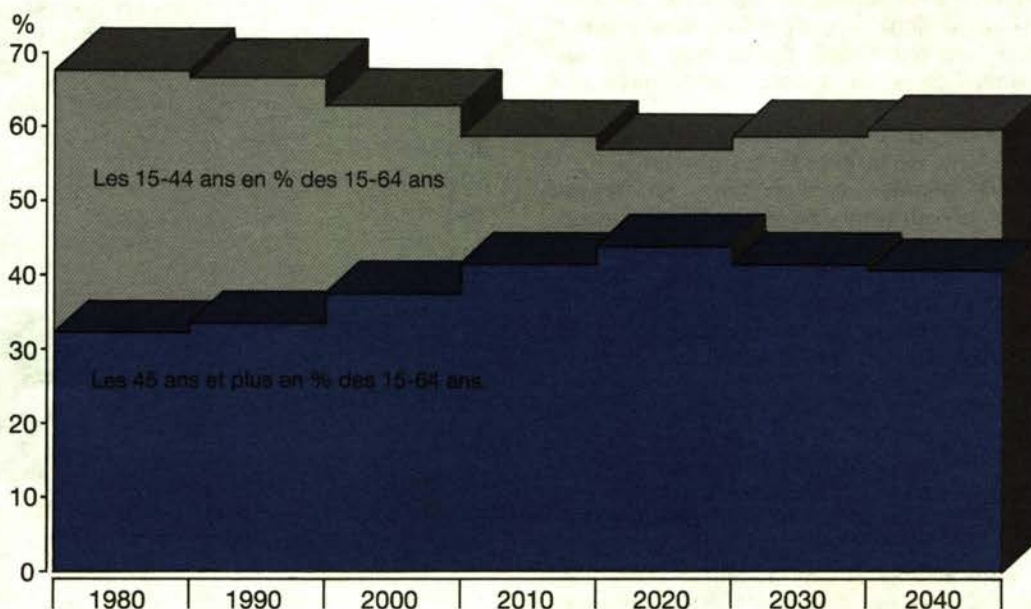
(b) Moyenne non pondérée.

Source : OCDE.

Les conséquences seront doubles : le risque d'une pénurie de main-d'œuvre, le vieillissement de la population active. Vers 2020, une moyenne de 43 % environ de la population en âge de travailler dans les sept plus grands pays de l'OCDE auront

45 ans ou plus, contre 30 % actuellement (graphique A). En Allemagne et au Japon, deux pays particulièrement touchés par le problème du vieillissement, les plus de 45 ans devraient représenter 40 % de la population active vers l'an 2000. ➤

A. STRUCTURE D'ÂGE DE LA POPULATION ACTIVE 1980-2040 Moyenne de sept pays de l'OCDE¹



1. Évolution prévisionnelle; Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni.

Source : OCDE

Charges sociales plus lourdes

Cette évolution de la pyramide des âges risque de considérablement alourdir le fardeau que représente pour les actifs le soutien des jeunes et des retraités. Le graphique B montre que dans les sept plus grands pays de l'OCDE le rapport entre les plus de 65 ans et ceux en âge de travailler pourrait approximativement doubler d'ici à 2040. Il y aurait alors deux personnes âgées pour cinq actifs ; il y en a une aujourd'hui.

Ce phénomène sera compensé dans une certaine mesure - dépendant des taux de natalité futurs - par la diminution du nombre des enfants, eux aussi à charge. Mais il est peu probable que cette diminution soit suffisante pour empêcher une augmentation considérable des ratios globaux de dépendance (nombre de jeunes et de personnes âgées par rapport à la population d'âge actif) quand les générations du *baby boom* prendront leur retraite aux alentours de 2010. La plupart des pays Membres de l'OCDE devraient connaître une évolution semblable des ratios de dépendance globaux et des personnes âgées par rapport à la population active, même si la chronologie et l'ampleur du phénomène diffèrent.

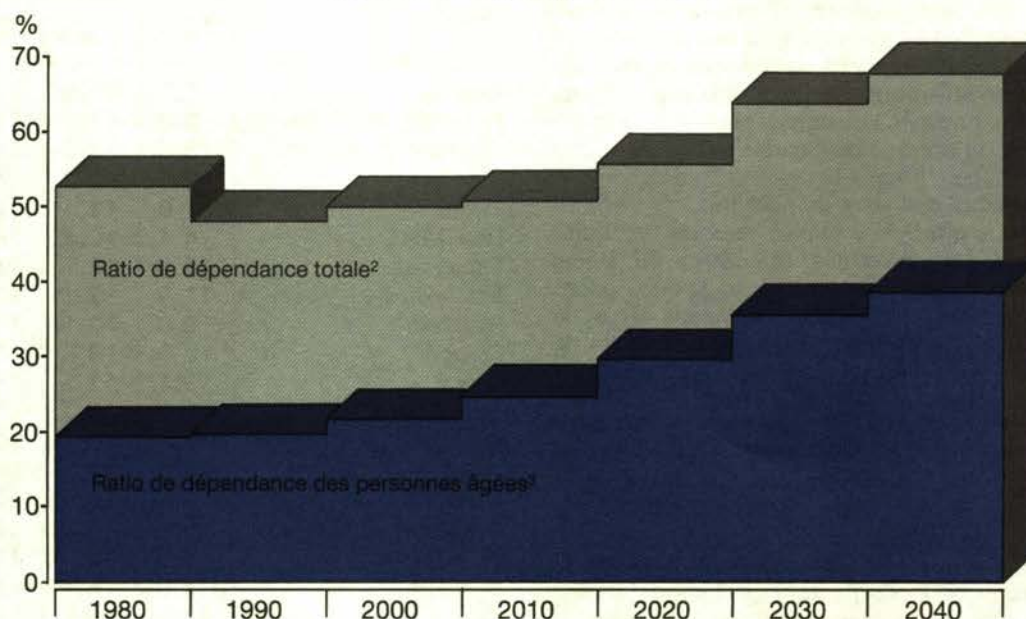
Dépenses sociales accrues

Autre conséquence : l'augmentation des dépenses sociales. Dans la mesure où les personnes âgées sont tributaires de services sociaux et d'une aide financière attribuée par l'Etat, les gouvernements vont devoir accroître sensiblement dans les années à venir leurs dépenses réelles au titre des pensions de retraite, des soins de santé et des services d'aide sociale. Là encore, la baisse des taux de natalité peut compenser en partie les charges en réduisant les allocations aux familles et autres services pour les jeunes. Mais l'effet de compensation risque d'être relativement limité, les dépenses publiques par habitant étant de deux à quatre fois plus élevées pour les personnes âgées que pour les jeunes dans la plupart des pays de l'OCDE.

En fait, d'après les estimations, le vieillissement de la population devrait, d'ici à 2040, augmenter d'un tiers, en termes réels, le coût total des programmes sociaux dans les sept plus grands pays de l'OCDE (graphique C). Sans changement du volume et de l'ampleur des prestations, le coût des programmes de retraite devrait doubler et celui des programmes de santé augmenter d'environ 40 %. En admettant même que les dépenses consacrées à l'éducation et aux allocations familiales décroissent proportionnellement au nombre des jeunes - ce qui est improbable - leur baisse ne serait toutefois que, respectivement, de 20 et 15 %.

Une accroissement cumulatif d'un tiers du coût des programmes sociaux au cours du prochain demi-siècle implique que les changements démographiques absorberont une partie non négligeable des ressources

B. RATIOS DE DÉPENDANCE 1980-2040
Moyenne de sept pays de l'OCDE¹



1. Évolution prévisionnelle; Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni.
2. Jeunes (0-14) et personnes âgées (65+) par rapport à la population d'âge actif (15-64).
3. Personnes âgées (65+) par rapport à la population d'âge actif (15-64).

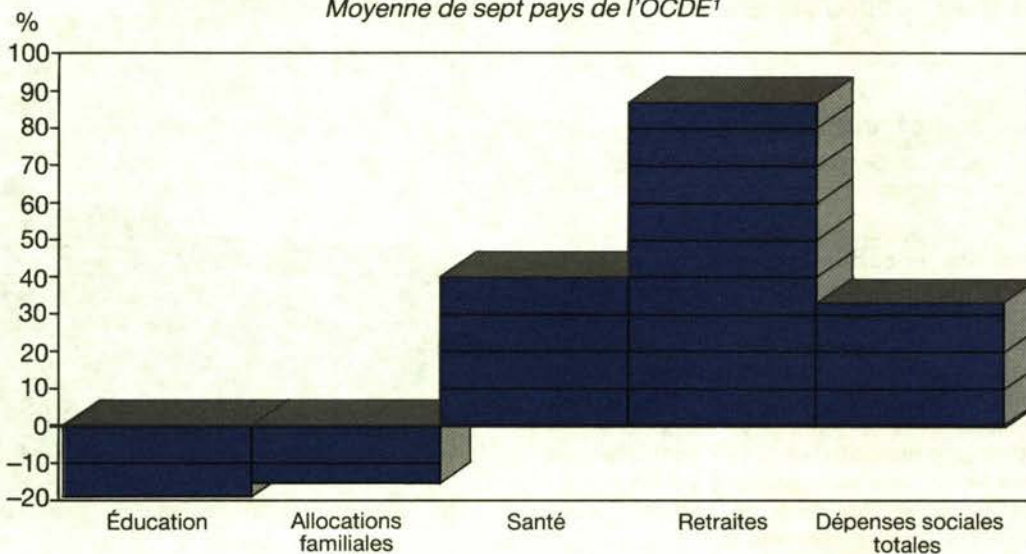
Source: OCDE

disponibles pour ces programmes, réduisant d'autant les possibilités d'améliorer les prestations et les services. De nombreux pays vont de plus, du fait des seules pressions démographiques, devoir faire face à un alourdissement considérable de la charge des dépenses par travailleur (tableau 2). Dans la majorité d'entre eux, l'effet de cette pression démographique accrue ne doit pas augmenter considérablement avant le début du siècle prochain. Mais il faut attendre que se creuse par la suite un écart de plus en plus large entre le coût des dépenses sociales et la taille de la population d'âge actif qui doit les financer.

Partager le coût du changement démographique

Les prestations sociales ont eu ces dernières décennies une croissance comparable, voire supérieure, à celle de la productivité globale, et le niveau de vie des personnes âgées a évolué à un rythme au moins égal à celui de la population active. Mais, si l'on veut que les prestations sociales par tête d'habitant continuent à suivre la progression de la productivité

C. ÉVOLUTION DES DÉPENSES SOCIALES DUE AUX FACTEURS DÉMOGRAPHIQUES 1980-2040
Moyenne de sept pays de l'OCDE¹



1. Évolution prévisionnelle; Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni.

Source: OCDE



Les dépenses publiques pour une personne âgée sont de deux à quatre fois plus élevées que pour un jeune. Ce n'est donc pas la baisse des taux de natalité qui compensera l'augmentation des coûts due au vieillissement de la population.

globale, le financement des dépenses supplémentaires dues à des facteurs démographiques impliquent obligatoirement des réformes.

Première hypothèse : l'Etat relève les impôts et les cotisations de sécurité sociale. Deuxième hypothèse : les prestations sociales pour les personnes âgées sont maintenues globalement à leur niveau actuel en termes réels. Cela laisserait, grâce aux gains de productivité, une certaine marge de manœuvre pour faire face au coût qu'implique, pour les actifs, le vieillissement de la population, mais le niveau de vie des personnes âgées baisserait sensiblement par rapport à celui de la population active.

Le scénario le plus probable est le suivant : le coût du changement démographique sera partagé entre actifs et retraités. Les uns paieront un peu plus, les autres recevront un peu moins...

2. RÉPERCUSSIONS DU CHANGEMENT DÉMOGRAPHIQUE SUR LES DÉPENSES SOCIALES ET LA CHARGE DE FINANCEMENT – 1980-2040^a 1980 = 100

	1990	2000	2010	2020	2030	2040
Allemagne						
Dépenses sociales	98	104	104	103	106	97
Charge de financement par habitant des 15-64 ans	95	106	113	124	149	154
Canada						
Dépenses sociales	111	124	141	162	181	187
Charge de financement par habitant des 15-64 ans	100	103	109	125	143	145
Etats-Unis						
Dépenses sociales	107	112	125	147	162	165
Charge de financement par habitant des 15-64 ans	99	96	99	117	132	131
France						
Dépenses sociales	106	109	116	124	130	128
Charge de financement par habitant des 15-64 ans	99	100	104	116	128	132
Italie						
Dépenses sociales	103	103	108	111	113	107
Charge de financement par habitant des 15-64 ans	97	99	106	116	131	139
Japon						
Dépenses sociales	113	125	141	141	136	140
Charge de financement par habitant des 15-64 ans	103	115	137	142	140	154
Royaume-Uni						
Dépenses sociales	98	97	101	105	113	110
Charge de financement par habitant des 15-64 ans	95	93	96	101	112	111

(a) Evolution prévisionnelle.
Source : OCDE.

Plus de femmes et de personnes âgées au travail

Il reste cependant à savoir ce que sera l'évolution du marché du travail. Plus la population est effectivement occupée, moins les charges sociales par cotisant sont importantes. Une réduction du taux de chômage allégerait donc le poids des cotisations sociales, mais l'évolution des taux d'activité est encore plus importante. Et le comportement des personnes âgées est à cet égard déterminant, puisqu'il affecte non seulement la taille de la population active, mais aussi celle des retraités.

Le marché du travail devrait dans une certaine mesure pouvoir automatiquement s'adapter aux mutations démographiques. Si moins de jeunes entrent sur le marché du travail, le taux de chômage peut baisser et les femmes mariées peuvent être incitées à rechercher un emploi. De même, si les perspectives de l'emploi s'améliorent les travailleurs âgés peuvent retarder leur départ à la retraite et une proportion plus élevée de jeunes peut entrer dans la vie active dès la fin de leur scolarité obligatoire au lieu de poursuivre des études.

Mais les pouvoirs publics peuvent aussi intervenir. Une population active qui se réduit et l'on peut encourager l'immigration... ou changer de politique de retraite. Malgré la prolongation de la durée de vie, l'âge de la retraite a baissé de manière significative ces dernières années, tendance encouragée par des programmes de



Les déséquilibres démographiques et l'allongement de l'espérance de vie justifieraient un relèvement de l'âge de la retraite. Mais le marché du travail le permet-il?

retraite anticipée, tant publics que privés. La poursuite de cette tendance entraîne, du fait du vieillissement de la population, une augmentation considérable du coût des pensions et des soins de santé.

Si les régimes publics de retraite et les programmes de retraite anticipée deviennent moins généreux, certains salariés pourraient choisir de rester plus longtemps en activité. Evolution qui pourrait elle-même conduire à de nouveaux modes de travail, notamment des formules plus flexibles de départ à la retraite et de régimes professionnels, des rémunérations qui reflètent la productivité selon les âges, des dispositions pour le recyclage des salariés âgés et de plus grandes possibilités de travail à temps partiel.

Les régimes de retraite à l'épreuve

Les changements démographiques ne sont pas les seuls facteurs de croissance du coût des retraites. L'extension du régime de retraite à de nouvelles catégories de population ces dernières années augmente en conséquence le nombre des personnes âgées ayant droit à une pension. Par ailleurs les femmes, dont les taux d'activité se sont considérablement accrus, seront beaucoup plus nombreuses à prendre leur retraite avec des pensions complètes.

Le niveau moyen des prestations devrait également s'élever dans les pays — nombreux — où les périodes réglementaires de cotisation qui ouvrent droit au versement

intégral de la retraite ne sont pas encore écoulées. Même situation quand les améliorations apportées à la structure des prestations dans les années 60 et 70 n'ont pas encore fait sentir tous leurs effets. Certains régimes de retraite n'atteindront pas leur maturité avant le début du siècle prochain.

Même si les effets des mutations démographiques ne doivent pas se faire sentir avant 15 ou 20 ans dans la plupart des pays, il faut d'ores et déjà faire face aux problèmes de financement et mettre en place des réformes qui permettent aux travailleurs de préparer leur retraite. Le développement des régimes de retraite professionnels, le recours accru à l'épargne privée pour financer les pensions et le développement de l'accès à la propriété pourraient permettre à l'Etat de réduire dans une certaine mesure les engagements au titre des régimes publics de retraite, tout en faisant bénéficier la plupart des retraités de demain d'une plus grande sécurité financière qu'aujourd'hui.

Deux voies possibles

Pour ce qui est de la modération de la croissance future de retraites publiques, les gouvernements ont essentiellement deux moyens à leur disposition.

Le premier, abaisser le niveau réel des prestations, soit en réduisant les pensions des nouveaux retraités, soit en modifiant la formule d'indexation des pensions. L'une comme l'autre de ces solutions devront probablement s'accompagner de mesures destinées à encourager les régimes profes-

sionnels de retraite et l'épargne privée. Elles devraient, sans doute, aussi prévoir une garantie de revenu minimum pour les plus démunis.

Le second moyen consiste à relever l'âge moyen de départ à la retraite en le combinant éventuellement avec des formules plus souples qu'à l'heure actuelle. Mesures justifiées par les déséquilibres démographiques à venir et l'allongement de l'espérance de vie mais dont le succès dépend d'une part de l'amélioration du marché du travail, d'autre part des initiatives prises pour encourager l'emploi des travailleurs âgés.

Soins de santé pour les plus âgés

Dernier problème épineux : les soins de santé. Les personnes âgées étant plus sujettes que le reste de la population aux maladies, chroniques ou non, il faut s'attendre à un gonflement substantiel des dépenses de santé. Certes, l'allongement de l'espérance de vie peut aller de pair avec l'amélioration de leur état mais les progrès des techniques médicales peuvent aussi entraîner une hausse des coûts de santé... Le problème reste donc entier. De plus, la nécessité reconnue par tous les pays de contrôler les dépenses publiques de santé et les problèmes spécifiques que pose la fourniture de soins appropriés aux personnes âgées dépassent le simple domaine financier pour soulever des questions d'ordre social et éthique.



Le manque d'argent ne doit pas empêcher une personne âgée d'avoir accès aux soins spécialisés ou de longue durée – quel que soit le moyen choisi pour faire face au gonflement attendu des dépenses de santé.

L'augmentation des coûts de la santé aura nécessairement des implications sur le financement. On peut relever les impôts pour l'assurer ; on peut demander aux personnes âgées les plus aisées d'y contribuer grâce à des assurances privées ou en prenant en charge une plus grande partie des coûts. Mais il faudra dans le même temps faire en sorte que ceux qui ont besoin de soins de longue durée ne se retrouvent pas démunis et que l'insolvabilité ne soit pas un obstacle à l'obtention de soins de qualité. On devra sans doute envisager un changement du mode de rétribution des prestataires de soins pour mieux prendre en compte le rapport coût/efficacité dans le cas des personnes âgées.

Les soins de longue durée

Fournir des soins de longue durée à un nombre croissant de personnes très âgées : c'est l'un des problèmes les plus importants qui vont se poser à terme aux systèmes de santé. Il existe entre les pays de l'OCDE de grandes disparités dans l'organisation de ces soins, dans le taux d'utilisation des hôpitaux, des centres de soins et des foyers. On s'intéresse aujourd'hui de plus en plus à des formules de soins de longue durée hors du cadre des institutions traditionnelles. L'objectif est double : réduire le coût des soins et améliorer les conditions de vie des patients âgés.

Il est essentiel toutefois que la fourniture de soins dans le cadre communautaire ne soit pas une solution de rechange bon marché aux prestations assurées par les établissements spécialisés. Pour garantir la qualité nécessaire, il faut mettre au point un système bien coordonné de soins médicaux, paramédicaux et sociaux. Il est aussi indispensable de créer des capacités d'hébergement adaptées, y compris des logements dotés de services. Mais ne nous leurrions pas : il faudra un certain temps pour que le recours moins fréquent aux soins institutionnels se traduise par des économies. Et les malades les plus gravement atteints devront continuer à être soignés dans des établissements spécialisés.

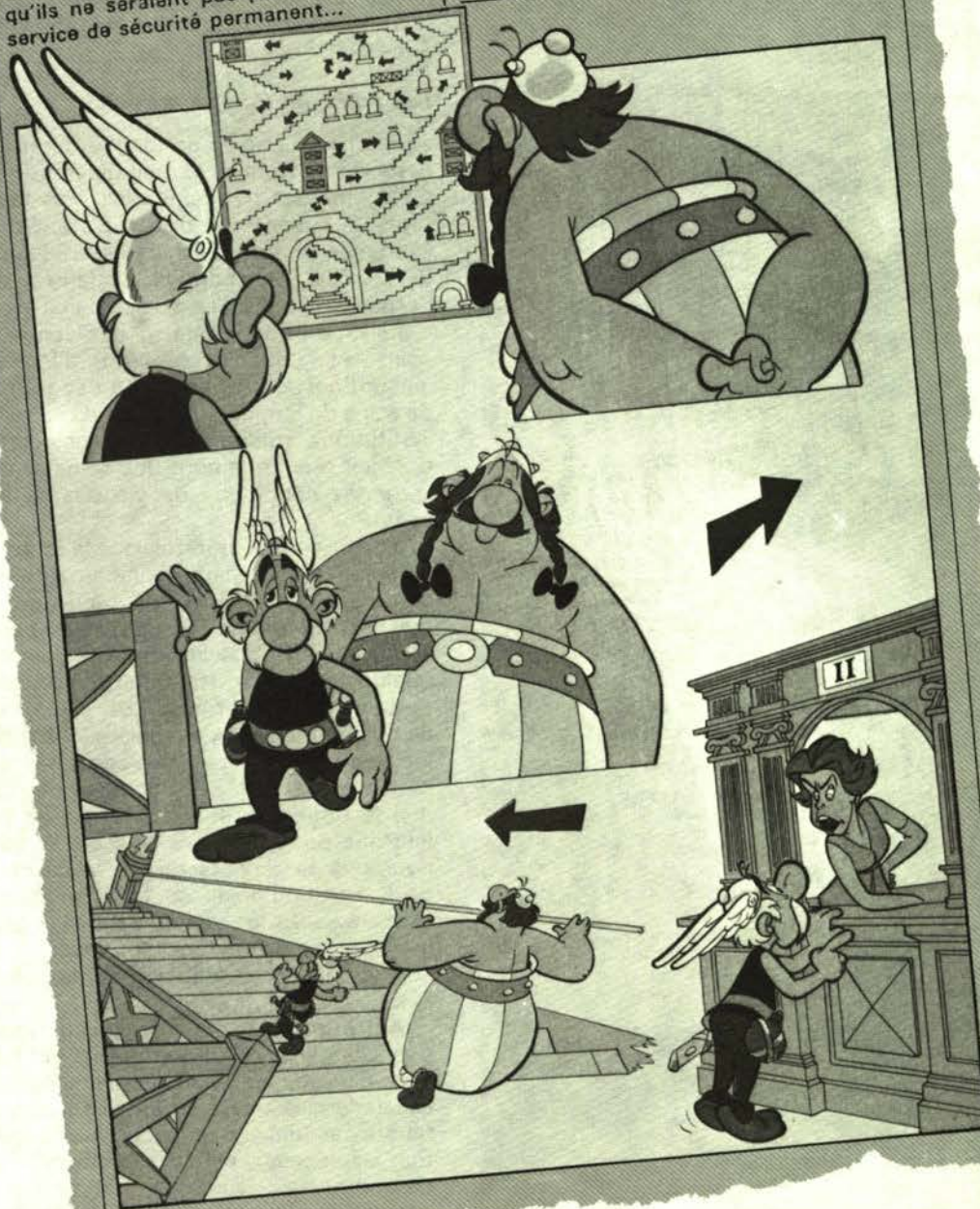
Autre problème : le maintien du patient à domicile dans son cadre familial est rendu plus difficile par le rétrécissement de la cellule familiale et le travail des femmes. Il faudra par conséquent encourager l'apparition de réseaux de soins informels d'un type nouveau, soutenus par toute une gamme de services médicaux et sociaux. ■

L'administration a

Fait divers

Une jeune femme entre un jour dans un bureau de la sécurité sociale d'une capitale européenne, avec deux enfants, un garçon de cinq ans et un bébé. Armée d'un marteau, elle se met à casser toutes les vitres et les parois de verre qu'elle peut trouver. Réaction de lassitude et d'exaspération. Depuis des semaines, elle attend une allocation hebdomadaire spéciale de chauffage et s'entend régulièrement répondre : « Votre dossier suit son cours... ». La semaine précédente, elle avait prévenu l'administration : « Si je n'ai pas mon argent, je casse tout ». C'est ce qu'elle a fait. Le bureau a été fermé, les employés refusant de travailler tant qu'ils ne seraient pas protégés par un service de sécurité permanent...

Il est vrai que dans la même ville, les fenêtres des bureaux de la sécurité sociale sont cassées douze fois par semaine en moyenne. Dans un autre district, des usagers à bout de nerfs sont même allés jusqu'à lancer des bombes incendiaires par les fenêtres d'un centre d'aide sociale. Le jeudi est le jour le plus redouté des fonctionnaires car c'est celui où ceux qui ne peuvent recevoir leur indemnité par la poste, faute d'avoir une adresse fixe, se présentent aux guichets ; les salles d'attente conçues pour 50 personnes doivent alors en accueillir le double et certains bureaux, normalement ouverts jusqu'à 17h30, ferment avant le déjeuner pour être sûrs de traiter tous les dossiers dans la journée...



Cette histoire ne serait qu'un fait divers, dramatique et exceptionnel par sa violence, si elle n'était symptomatique d'un malaise que l'on retrouve avec des intensités diverses dans tous les pays Membres de l'OCDE. Tous en effet souffrent de dysfonctionnements dans leur administration qui entraînent gaspillage de temps et d'argent, faible efficacité des agents, lenteur des procédures, colère et lassitude du public, freinage économique. Ces problèmes sont d'autant plus graves que l'administration a pris, depuis une trentaine d'années, une place considérable dans la vie quotidienne des usagers et des entreprises.

Cette expansion du secteur public se lit dans les chiffres, bien qu'il soit difficile d'évaluer avec des critères très représentatifs le poids de l'Etat dans l'économie. On constate cependant qu'en Suède par exemple, la part des dépenses de l'Etat représentait 60 % du PIB en 1984 et que dans certains pays comme l'Irlande, elle est passée de 33 à 50 % entre 1979 et 1984. Le poids du secteur public dans l'emploi total est passé quant à lui en moyenne de 11 % en 1960 à 18,4 % en 1982. La Suède a là encore connu un développement particulièrement fort avec 12,8 % au début des années 60 contre 31,8 % vingt ans plus tard.

Un rôle accru

Jusqu'à la première guerre mondiale, l'Etat avait la responsabilité du maintien de l'ordre, de la défense nationale et de la mise en œuvre d'un certain nombre de programmes limités dans le domaine social. Aujourd'hui, il intervient dans la fixation des salaires, les investissements des entreprises, les plans de restructuration industrielle... Bref, les individus comme les entreprises sont toujours plus dépendants de l'administration, que ce soit pour une allocation-chômage où pour une licence d'exportation. Or si les usagers voient leur vie s'interpénétrer de plus en plus avec le service public, ils sont de moins en moins enclins à en supporter les faiblesses. La plupart du temps en effet, ils n'ont pas choisi ou désiré l'intervention de l'Etat (réglementation sur les changes, permis de

u service du public

construire, impôts...). Dans le cas de services d'assistance comme l'aide-chômage, les usagers ont même parfois tendance à considérer le gouvernement comme responsable de leur situation et ils n'apprécient guère d'avoir affaire à ses services. Pour l'entreprise qui établit son programme d'investissements en y intégrant les aides au développement régional, l'accès à l'information, la complexité des règles administratives et l'efficacité avec laquelle l'administration traite son dossier sont des questions de vie ou de mort.

Les pays Membres de l'OCDE sont conscients de ce problème. Pour l'Organisation, qui vient de publier un rapport sur l'administration au service du public¹, les relations administration-usagers ont un impact direct sur l'efficacité économique et il est essentiel qu'elles ne soient pas un frein au développement.

La plupart des pays Membres ont donc mis au point ces dernières années des programmes de réformes administratives qui modifient l'organisation des services en vue d'une plus grande efficacité. Certains, comme l'Irlande, n'ont pas hésité à reprendre à leur compte des valeurs du secteur privé. L'Irlande affirme ainsi dans son Livre blanc sur le service public publié en 1985 : « Il faut avant tout reconnaître la primauté du client ». Le principe est révolutionnaire. L'administration, quelle que soit le pays, n'a en effet pas eu pour objectif jusqu'ici de répondre aux besoins spécifiques des individus et, surtout, de les traiter comme des clients responsables... et exigeants.

Habitée en général à incarner l'intérêt commun, elle a souvent tendance à traiter l'utilisateur comme un enfant irresponsable qu'elle commande et protège. Selon les lois et les règlements qu'elle applique et édicte, ceux-ci sont censés servir les intérêts de tous, mais sont conçus... par quelques-uns, la plupart du temps sans la participation directe de ceux auxquels ils s'adressent. Comme le rappelle l'OCDE, les agents de l'administration ne sont souvent pas formés à communiquer avec le public et n'ont pas pour maître leurs « clients » mais leur hiérarchie, qui dispense points de carrière, affectations et sanctions.

Le personnel de guichet, véritable interface entre l'administration et les usagers, n'est pas sélectionné selon sa capacité de communication, mais selon son ancienneté ou sa compétence, ce qui signifie souvent sa nouveauté dans la profession ou son incompétence. « Le poste de contact avec la clientèle est dévalorisé, généralement sous-payé et n'est pris en considération ni dans les décisions touchant à la gestion, ni dans la définition de l'action des pouvoirs

publics », rappelle l'OCDE. Un statut qui explique parfois leur manque d'ouverture. Ainsi, un gouvernement a-t-il dû renoncer à exiger de ses agents de porter un badge nominal pour supprimer l'anonymat de l'administration. Les fonctionnaires ont en effet énergiquement refusé cette réforme... par peur des « représailles du public ». Alors que les Américains ou les Suédois savent tous que leur postière s'appelle Suzie ou Olga, les administrés d'autres pays risquent de ne connaître que le « guichet 11 ou 15 ».

L'ambiguïté même de la fonction administrative, à la fois source de services et de contraintes, ne facilite pas la mise en place d'une réforme fondée sur la primauté du client. Les intérêts des Etats sont parfois contraires à ceux de leurs administrés. Par exemple, une administration soucieuse de bien informer les contribuables de leurs droits à travers une vaste campagne de communication, favorisant une plus grande mansuétude des agents et une meilleure utilisation des dérogations par les usagers, pourrait constater une baisse de ses recettes fiscales.

L'administration doit — cela va de soi — obéir aux instructions du gouvernement démocratiquement élu. Mais comment gérer l'administration et situer la responsabilité au plus haut niveau politique quand les vraies décisions sont prises au niveau du guichet ? Décisions contre lesquelles le citoyen n'a recours qu'au travers de la filière judiciaire ou l'intervention politique.

Que faire ?

Alors que faire ? Pour l'OCDE, il est difficile, en période de contraintes budgétaires, d'envisager une réforme d'envergure et inutile de ne prendre que des mesures superficielles. Le problème est en effet autant lié à des déficiences organisationnelles qu'à une culture administrative fondée sur la puissance de l'Etat sur le citoyen. Ce qu'il faut c'est agir avec pragmatisme et modifier radicalement des « éléments-clefs », de sorte que « l'effet soit profond et les répercussions larges ».

Première question à se poser : que veut l'utilisateur ? Avant tout une administration « réceptive », c'est-à-dire compréhensible, d'un accès facile (horaires, locaux), adaptée à ses besoins spécifiques, ouverte au dialogue et à la participation, et enfin, dernière attente : il doit exister des possibilités de recours aisées et rapides (médiateur, ombudsman...). Pour répondre à ces attentes, les solutions sont multiples. Comme le recommande le rapport, il vaut mieux résoudre le problème de la récepti-

vité administrative à la source, dès la conception des règlements, afin de s'assurer de leur cohérence et de leur adaptabilité aux besoins des usagers et aux moyens de l'administration... Il ne sert à rien, par exemple, d'augmenter la paperasserie pour obtenir une licence d'exportation quand on veut relancer le commerce extérieur...

C'est cependant au niveau du personnel et de l'organisation logistique de l'administration que doivent, selon l'OCDE, porter les premiers efforts. Ainsi, dans le cas du personnel en contact avec le public, l'amélioration de son statut, une meilleure formation et une plus grande autonomie sont trois points-clefs. Exemple : pour mieux former leurs cadres administratifs à la vie du « terrain », la Norvège les oblige à travailler un certain temps aux guichets avant chaque promotion. Dans de nombreux pays (Australie, Autriche, Danemark, Finlande...), l'administration a mis au point des cours pour apprendre aux agents à s'exprimer de manière claire avec les usagers.

L'organisation hiérarchique peut être réformée, comme en Australie, où des études sont menées dans les ministères fédéraux pour créer des structures plus « plates » afin de réduire les pertes de temps et l'énervement qui résultent de la multiplication des degrés hiérarchiques.

L'accessibilité des locaux (agencement, horaires) est un des éléments importants de la réceptivité administrative. Les autorités néerlandaises ont ainsi créé des « autobus des impôts » qui sillonnent le pays pour conseiller les citoyens en matière fiscale. Afin de réduire les pertes de temps des usagers, la France a lancé une campagne « guichets uniques » qui limite la parcellisation des tâches et le nombre de bureaux travaillant sur un dossier...

Quelles que soient les mesures prises, il est essentiel, souligne l'OCDE, qu'elles soient soutenues par une volonté politique. Certains pays ont d'ailleurs créé à la tête de l'Etat des structures de pilotage. En Turquie, c'est le premier conseiller auprès du Premier ministre qui s'est vu assigner la responsabilité d'élaborer une stratégie de réforme globale. Ces efforts soulignent l'importance du problème : il n'est en effet pas de réforme économique, politique ou sociale réussie sans une administration « efficace et réceptive, capable de répondre avec souplesse aux besoins des entreprises, de la population active et des citoyens » conclut le rapport de l'OCDE. ■

1. L'administration au service du public, OCDE, Paris, 1987 (étude réalisée sous l'égide du comité de la coopération technique de l'OCDE).

Les technologies propres : le difficile pari de l'industrie

Les technologies propres permettent à l'industrie de produire sans polluer. Mais au prix d'un changement parfois radical des procédés de fabrication et d'une modification des habitudes. Dès lors, quand il s'agit d'investir dans de telles techniques, la protection de l'environnement n'est qu'un des nombreux facteurs qui entrent en ligne de compte. Un rapport de l'OCDE analyse la difficile pénétration de ces innovations dans le tissu industriel ainsi que les mesures prises par certains pays pour promouvoir leur utilisation¹.

Les technologies propres présentent à première vue de nombreux avantages et, à en croire certains, auraient déjà dû détrôner les procédés « en bout de chaîne » dans la hiérarchie des techniques de lutte contre la pollution industrielle (encadré). Plus respectueuses de l'environnement, ces méthodes innovantes sont souvent moins chères. Car les technologies non polluantes s'accompagnent fréquemment d'économies d'énergie et de matières premières.

Une étude portant sur 600 technologies propres en France indique que 65 % ont entraîné une réduction de la consommation d'eau, 67 % se sont soldées par un gain de matériaux de base, 26 % par la valorisation des déchets, 21 % par une réduction des risques d'accidents, 20 % par une amélioration des conditions de travail et 8 % par des économies d'énergie. De bonnes raisons donc pour les pouvoirs publics de souhaiter l'utilisation massive de ces nouvelles techniques.

La réalité a quelque peu tempéré l'optimisme de l'administration. Il ne suffit pas de vanter les mérites de tel procédé pour que les chefs d'entreprises se décident spontanément à changer leurs habitudes. Et, de fait, les procédés de production peu polluants sont faiblement diffusés dans les pays de l'OCDE : à peine 20 % des investissements de lutte contre les nuisances dans certains pays Membres.

Quelles raisons vont pousser un entrepreneur à modifier radicalement les chaînes de fabrication de ses usines pour les équiper de technologies propres ? Des préoccupations écologiques ou la recherche d'un meilleur rendement ? L'invitation pressante de l'administration ou la comparaison coûts-bénéfices ? Répondre à ces questions, c'est déjà, dans une large mesure, définir la politique de promotion et de diffusion la mieux adaptée.

Un contexte économique défavorable

Les utilisateurs potentiels des procédés industriels non polluants se recrutent en priorité dans les usines en cours de construction et dans les secteurs d'activité en expansion. Or le contexte économique actuel (croissance faible, création ralentie d'installations nouvelles) ne dispose guère

à l'innovation. D'ailleurs, exception faite de la chimie, les branches particulièrement polluantes connaissent en général une croissance ralentie : métallurgie de base, alimentation, textile, habillement, cuir, etc. Toutefois, la technologie propre peut s'imposer à une industrie dont le déclin ne peut être arrêté qu'au prix d'une profonde restructuration.

Même pour un industriel soucieux de protection de la nature, l'heure n'est pas à l'investissement désintéressé. Sauf à y être obligé par la réglementation, il ne se résoudra à investir que pour développer des procédés plus performants en termes de main-d'œuvre, d'énergie et de matières premières. Tant mieux s'il y a des retombées écologiques. Comme dans le cas des premiers réacteurs d'avion à double flux qui, mis au point pour économiser le carburant, s'avèrent à l'usage moins bruyants que les autres.

En matière de lutte contre la pollution, les industriels des pays de l'OCDE montrent une nette préférence pour les dispositifs classiques en bout de chaîne. Dans ce domaine, le conformisme est récompensé : c'est souvent une solution moins coûteuse en termes d'investissement et moins risquée.

Les équipements et matériels antipolluants sont nombreux sur le marché : ils sont bien connus et font l'objet d'une maintenance régulière. S'ajoutant en fin de circuit de fabrication, ils ont également l'avantage de ne pas remettre en cause les investissements antérieurs. Dans la très grande majorité des cas, un chef d'entreprise choisira la méthode la moins innovante, préférant laisser à d'autres le soin de prendre des risques. Peu de patrons se sentent la vocation d'« essuyer les plâtres »

LA DÉPOLLUTION EN MILIEU INDUSTRIEL

La technologie de lutte contre la pollution peut se situer essentiellement à trois niveaux :

1. Traiter les rejets polluants à la sortie des unités de production au moyen de dispositifs « en bout de chaîne » : filtre dépoussiéreur, station d'épuration, bassin de décantation, etc. ; méthode classique qui présente l'avantage — ou l'inconvénient — de ne pas modifier les processus de fabrication.
2. Transformer les déchets sous une forme réutilisable soit par l'installation même qui est à l'origine de ces déchets, soit par une autre installation industrielle (valorisation des déchets).
3. Recycler et réutiliser les déchets à l'intérieur même de l'unité de production ou modifier complètement le procédé de production afin d'éviter ou de sévèrement limiter la formation de déchets. La solution ultime est une production en circuit fermé.

1. La promotion et la diffusion des technologies propres dans l'industrie (Monographie sur l'environnement, n° 9), OCDE, 1987.

des nouvelles formes de production non polluante. Seules de très grosses firmes acceptent de tester en grandeur nature des techniques qui ne sont pas encore éprouvées. Pour se donner une meilleure image de marque auprès du public... ou parce qu'elles y sont contraintes ou fortement incitées par l'administration.

Les solutions de facilité

C'est l'un des paradoxes de la protection de l'environnement en milieu industriel. Dans de nombreux cas, en utilisant un procédé classique de dépollution, l'entrepreneur affiche son désir de réduire ses nuisances et d'être en règle avec la loi. Pour prix de sa bonne volonté, il aura la bénédiction des pouvoirs publics et pourra travailler en paix. Si, par contre, il décide de changer de processus de fabrication pour adopter une technique propre, il obtiendra, certes, le soutien de la — petite — partie de l'administration chargée de la promotion de ces méthodes d'avant-garde. Mais il risque de se heurter à l'incompréhension d'autres services administratifs d'inspection et de

contrôle. A lui les innombrables démarches pour prouver le bien-fondé de son projet.

D'autre part, les technologies propres ne bénéficient guère du soutien des « éco-industries ». Les firmes qui produisent et installent des équipements d'épuration ont tout intérêt à vendre des produits standardisés plutôt que de mettre au point des procédés sophistiqués, nécessitant de longues recherches et difficilement commercialisables. En plus, la spécialisation actuelle des techniques de production fait que les technologies propres sont difficilement transposables d'un utilisateur à l'autre. Dans la mesure du possible, les industriels de l'environnement chercheront donc à faire évoluer, lentement et progressivement, leurs gammes de matériels, afin de les amortir et de les rentabiliser sans risques excessifs.

Les gouvernements encouragent l'installation de méthodes antipollution de pointe — à preuve, les publications qu'ils font paraître à l'intention des entreprises. Mais souvent ils incitent de facto les industriels à adopter des dispositifs "en bout de chaîne".

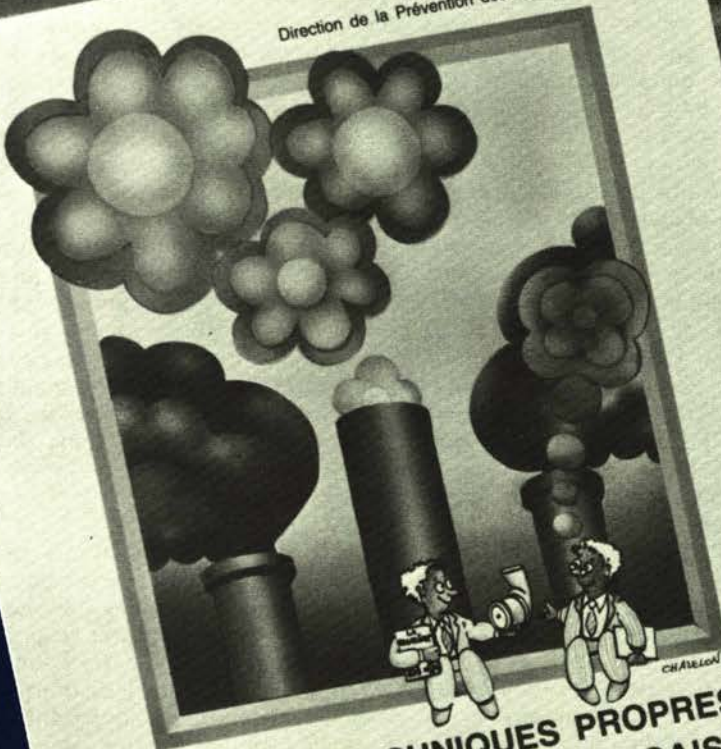
Mais gare aux généralisations ! Le secteur de l'épuration peut être à la pointe de l'innovation : en Allemagne, par exemple, les dépenses de recherche-développement y sont plus élevées que dans l'ensemble de l'industrie (en 1981, 5 200 DM par salarié contre 3 900).

L'inadaptation des réglementations

Que la diffusion des technologies propres se heurte à la réticence des milieux industriels n'a rien d'étonnant — nous avons vu pourquoi. Il peut arriver également que l'Etat, ardent promoteur des méthodes de pointe, défende par ailleurs plus ou moins consciemment les solutions classiques. En effet, en dépit des prises de position officielles en faveur des procédés novateurs, la nature même des réglementations, le descriptif des permis et autorisations, les conditions d'octroi des aides incitent parfois à l'adoption de dispositifs de dépollution en bout de chaîne. Dans certains cas, une activité polluante

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

Cahiers Techniques
de la
Direction de la Prévention des Pollutions



LES TECHNIQUES PROPRES
DANS L'INDUSTRIE FRANÇAISE

N° 21

1986

Mission
Technologies Propres

The Integrated Production of Starch, Ethanol and Stillage

INTRODUCTION

A problem associated with the production of ethanol or starch by conventional methods is to maintain the quality of the protein in the stillage fraction, which tends to be degraded during the various stages involving heat treatment. In starch processes, a substantial proportion of the starch remains in the stillage fraction, from which its isolation is neither technically feasible nor economical. Moreover, both processes involve many similar product streams, which, if integrated, would markedly lower investments and running costs and decrease the environmental impact.

CONVENTIONAL TECHNOLOGY

The main unit processes are presented in figure 1.

The production process for starch and ethanol have much in common. In principle both use starch containing raw materials, which after pretreatment, grinding etc. can either be processed to starch, or after a saccharification process be fermented and distilled to pure ethanol. The remaining components of the raw material are usually used as a dried stillage for fodder.

With separate processes, an effort to maximize the yields will raise the individual costs of energy and utilities, increase process investment costs and make water management more difficult.

LOW- AND NON-WASTE TECHNOLOGY

The system developed by Aika for the integrated production of starch, ethanol and stillage is presented in figure 2.

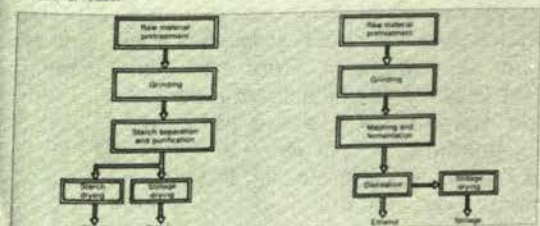


Figure 1. Separate production processes of starch and ethanol.

obtiendra plus facilement des subventions pour réduire ses émissions en prouvant l'affectation effective des fonds à la dépollution. Condition relativement facile à remplir avec l'installation de dispositifs classiques tels que des dépoussiéreurs, mais difficile à satisfaire avec une technique minimisant les rejets dans l'ensemble des étapes de la fabrication.

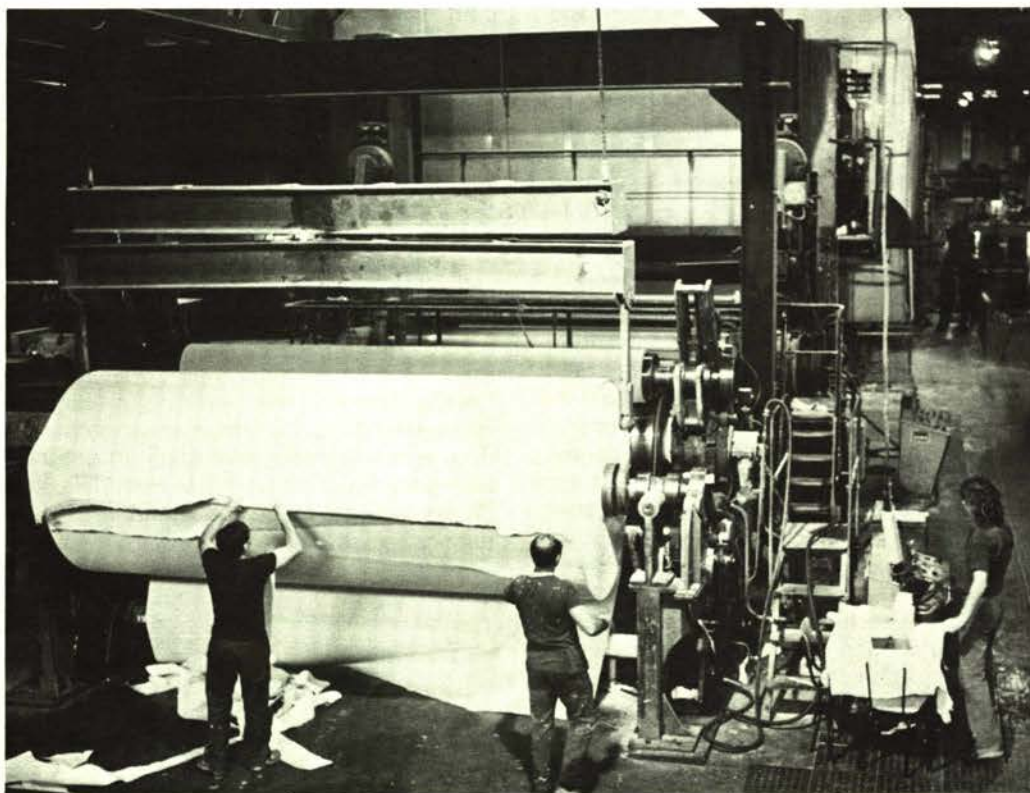
Même chose pour bénéficier d'avantages fiscaux. En Allemagne par exemple, un industriel aura droit à l'amortissement accéléré de son investissement si 70 % au moins du montant concerne l'antipollution : possible s'il se contente d'ajouter un simple filtre à air, mais pas s'il a décidé de produire autrement.

En accordant sa bénédiction à des dispositifs classiques, l'administration a donc bien sa part de responsabilité dans la lenteur des progrès des technologies propres dans les pays de l'OCDE. Ce qui ne l'empêche pas par ailleurs d'essayer de favoriser l'innovation. Il faut également reconnaître que la technologie propre n'est pas une panacée et n'est pas applicable dans tous les cas : on peut aussi innover dans les technologies classiques.

Reconnaissons cependant qu'en la matière, la marge de manœuvre de l'Etat est très étroite. On peut toujours légiférer sur des procédés en bout de chaîne. Il est plus délicat d'imposer des critères de production sans interférer dans les secrets de fabrication ni modifier les conditions de la concurrence.

Des exemples encourageants

Malgré les obstacles — côté industrie comme côté administration — à la diffusion et même à l'émergence des technologies propres, chacun s'accorde à souligner l'importance, pour la protection de l'environnement, des solutions novatrices. Pour promouvoir les procédés non polluants, plusieurs pays ont ainsi pris des mesures d'incitation — plus ou moins poussées — à l'évolution technologique. Pour certains, comme les Etats-Unis qui laissent jouer les forces du marché, on hésite à parler de véritable politique. D'autres — le Danemark, la France, la Finlande, les Pays-Bas notamment — ont mis sur pied toute une panoplie de moyens : aides financières, information, adaptation des réglementations. Aux Pays-Bas, la priorité a été donnée à une politique globale de promotion des technologies de l'environnement : le but est d'inciter à l'innovation dans tous les procédés antipollution, qu'il s'agisse de dispositifs en bout de chaîne, de technologies propres *stricto sensu* ou de produits non polluants. Le tout s'inscrivant dans un vaste ensemble de mesures destinées à



accélérer l'installation des méthodes de lutte contre la pollution dans le tissu industriel.

Les mécanismes financiers (subventions directes ou indirectes à l'investissement, aide à la recherche-développement) apparaissent souvent comme l'instrument privilégié de promotion, mais leur caractère incitatif est très controversé. Une enquête sur vingt industries finlandaises a montré qu'ils constituent, en tant que tels, un facteur négligeable dans la décision d'investir mais que leur obtention facilite l'accès à d'autres sources de financement. Trois pays — le Danemark, la France et les Pays-Bas — ont adopté un régime spécial pour financer des projets-pilotes et aider les entreprises qui acceptent ou proposent d'expérimenter des techniques nouvelles. La mission « Technologies propres » du ministère français de l'environnement a ainsi sélectionné (en 1984) 60 opérations-pilotes, chacune recevant une aide représentant environ 3 % de la dépense engagée (soit un total de 19,3 millions de francs pour l'année).

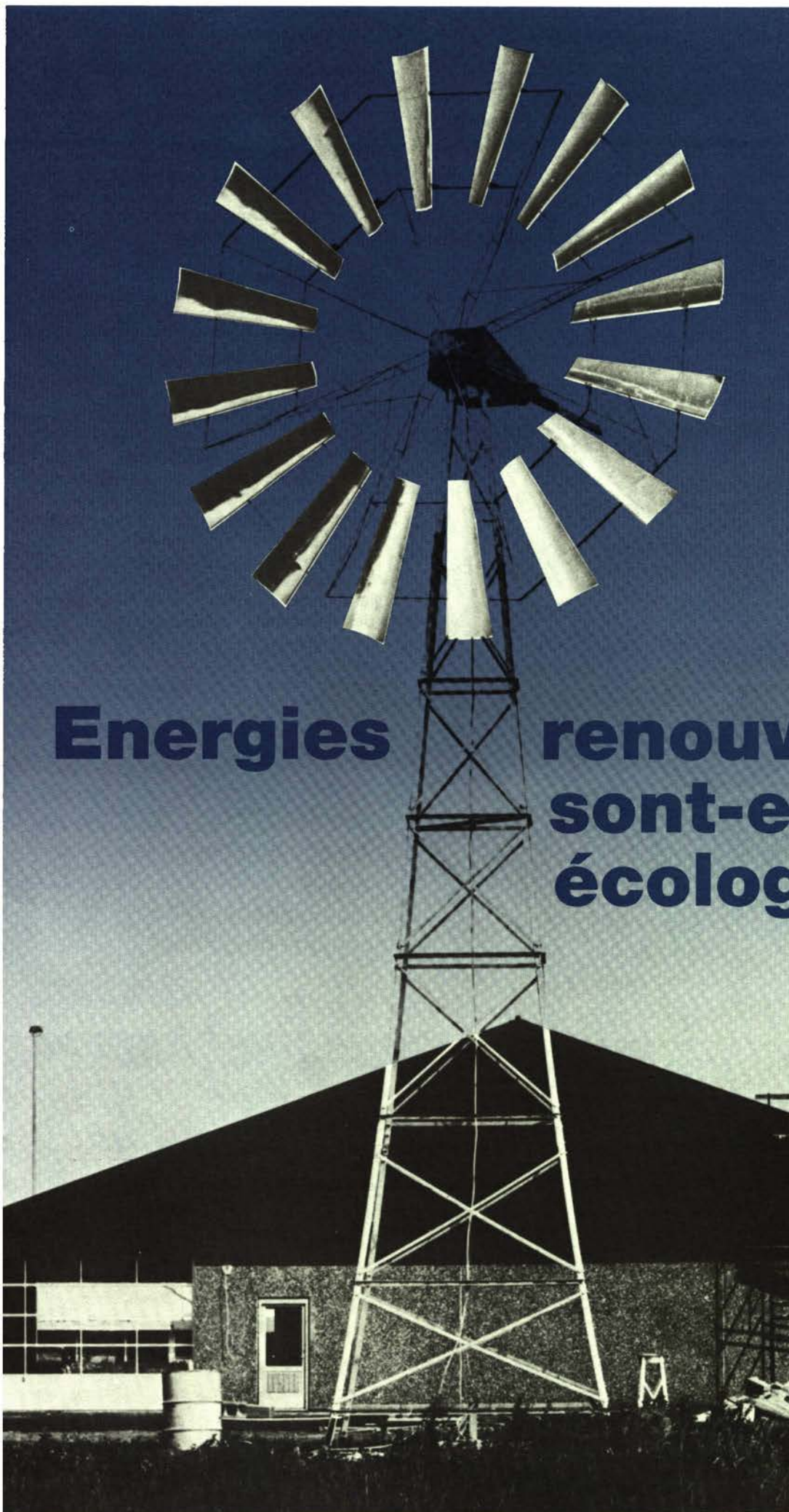
On ne connaît pas les masses financières engagées dans les pays de l'OCDE en faveur des technologies propres. Seule la France fournit des informations chiffrées ; en 1983, l'Etat français a accordé 226 millions de francs d'aides publiques, ce qui a suscité un investissement de l'ordre de 627 millions (2,4 % du total de l'investissement en matière d'environnement).

Il n'existe, bien entendu, pas de solution-miracle pour déclencher la multiplication des procédés novateurs dans l'industrie. Mais une chose est certaine : leur diffusion passe par une plus grande « souplesse technologique » dans les réglementations applicables aux entreprises : moins les textes se soucient de technique, plus ils favorisent le changement technique ! Le choix d'un processus de production est

fonction d'un délicat équilibre entre facteurs économiques et contraintes réglementaires. Seul le chef d'entreprise est à même de faire l'arbitrage final.

Les pays dans lesquels les technologies propres connaissent le plus de succès ont misé sur la coopération avec les industriels. Que demandent ceux-ci ? Suffisamment de temps pour innover. Par exemple dans le cadre de « contrats de progrès » : l'administration leur octroie des délais de mise en conformité avec la réglementation, leur fournit éventuellement une assistance technique et financière et, en contrepartie, les entreprises s'engagent à atteindre certains résultats dans les délais fixés. Définir des normes strictes ne suffit pas : la réglementation doit être assortie de mesures d'accompagnement qui favorisent la recherche de solutions novatrices. Des instruments économiques, tels que les redevances de pollution, constituent par ailleurs une incitation permanente à l'innovation technologique : plus les rejets polluants sont faibles, moins le pollueur paie.

Malgré les avantages d'une concertation avec l'industrie, les objectifs poursuivis par les politiques nationales dans le domaine des technologies propres expriment trop souvent le point de vue des administrations chargées de protéger et de mettre en valeur l'environnement. En coopérant davantage avec les industriels, les pouvoirs publics prendraient peut-être conscience que le succès des procédés non polluants ne dépend pas uniquement de la politique de lutte contre les nuisances, mais qu'il est aussi une composante de la stratégie industrielle, commerciale et scientifique de chaque pays. L'oublier revient à condamner à l'avance toute mesure ponctuelle de promotion des technologies propres. ■



Energies renouvelables : sont-elles écologiques ?

Alternatives, douces, écologiques ou tout simplement nouvelles, les filières d'énergie renouvelable peuvent apparaître comme une solution de rechange au pétrole bon marché dont les réserves s'épuisent. Comme elles ne nous asphyxient pas d'oxyde de soufre et n'accumulent pas dans notre atmosphère le dioxyde de carbone, on les dit « propres ». Elles n'en ont pas moins parfois des effets non négligeables sur l'environnement, si l'on en croit un rapport récent de l'OCDE¹.

Les petites éoliennes sont représentatives de ce que les énergies renouvelables ont de mieux : très peu de nuisances et limitées à ceux qui profitent directement de l'installation.



Les technologies utilisant les énergies renouvelables reposent presque toutes sur l'exploitation directe ou indirecte de l'énergie solaire², mais la définition s'étend aussi bien aux filières exploitant des stockages énergétiques à court terme (par exemple, la biomasse) qu'aux importants réservoirs naturels de chaleur (géothermie). Elles semblent appelées à un bel avenir car les perfectionnements et innovations technologiques en améliorent constamment le rendement énergétique, la fiabilité et la compétitivité économique. Elles semblent actuellement plus prometteuses pour des usages décentralisés (chauffage solaire, équipements photovoltaïques isolés, petites éoliennes) que pour de larges unités centralisées (encadré ci-contre). C'est aussi à ce titre qu'elles recueillent la faveur du public : car, à la différence des systèmes à forte puissance, leurs incidences ou nuisances éventuelles sont beaucoup plus faibles et donc mieux tolérées, d'autant plus que les consommateurs qui pourraient être affectés sont ceux qui en retirent directement les avantages sur le plan énergétique.

Positives ou négatives, les incidences sont généralement localisées

Dans l'ensemble, les sources d'énergie renouvelable ont des incidences localisées (dans le temps et dans l'espace) sur l'environnement, contrairement aux cycles des combustibles fossiles et nucléaires, dont les effets — réels ou potentiels — peuvent avoir des répercussions à l'échelle planétaire et sur de longues durées. Les technologies solaires, éoliennes et hydrauliques ne produisent pratiquement pas de polluants atmosphériques. La sagesse populaire a donc raison de les considérer comme « propres ».

Il n'empêche que, comme pour tout système destiné à la production d'énergie, leur exploitation imprime des marques, parfois indélébiles, sur le milieu naturel. Consommation de matériaux, occupation des sols, déchets, bruit, nuisances esthétiques, atteintes aux écosystèmes, dangers pour le public et les travailleurs : les effets préjudiciables peuvent exister dans de nombreux domaines, même si la plupart du temps ils ne se cumulent pas (encadré p. 17).

Les installations solaires (actives ou passives) demandent par exemple de grandes quantités de matériaux par unité d'énergie utile fournie et accaparent de vastes superficies, au même titre d'ailleurs que les centrales hydro-électriques qui inondent souvent des milliers d'hectares de vallée au détriment de la flore, de la faune et des populations locales.

1. Incidences sur l'environnement des sources et filières d'énergie renouvelable, OCDE, à paraître.
2. Les usines marémotrices utilisent l'énergie fournie par la rotation de la terre et de la lune.

LE HIT-PARADE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Technologies bien développées, commercialement disponibles et économiquement viables :

- chauffage solaire (pour eau et locaux)
- systèmes photovoltaïques de petite taille pour lieux isolés
- éoliennes de petite taille
- géothermie (techniques conventionnelles)
- centrales marémotrices
- combustion de la biomasse et combustibles (liquides et gazeux) issus de la biomasse

Technologies nécessitant encore un certain développement pour améliorer leur efficacité, leur fiabilité et leur coût :

- centrales héliothermiques et photovoltaïques
- climatisation solaire des locaux
- culture de biomasse à des fins énergétiques
- éoliennes de taille moyenne et grande
- énergie des vagues
- énergie thermique des océans
- géothermie (techniques non conventionnelles).

Parmi les filières d'énergies renouvelables ce sont les barrages hydro-électriques qui portent le plus atteinte aux écosystèmes.



NUISANCES ET DANGERS POTENTIELS DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Systèmes solaires passifs :

- nuisances esthétiques, dues à la conception des bâtiments
- utilisation de matériaux « à problèmes » (mousse d'urée-formol, amiante – d'ailleurs maintenant de plus en plus remplacés par d'autres produits)

Systèmes solaires actifs :

- risques de pollution lors du remplacement des fluides réfrigérants
- risques accidentels d'incendie et de jets de vapeur
- importantes superficies nécessaires pour les collecteurs à concentration utilisés pour la production de chaleur industrielle

Centrales héliothermodynamiques :

- vastes superficies nécessaires, avec effets potentiels sur le biotope ou le microclimat local
- risques de cécité accidentelle par réflexion des rayons du soleil
- risques liés aux fluides caloporteurs (température, pression, toxicité)

Systèmes photovoltaïques :

- dangers potentiels des opérations de manutention et de stockage des gaz explosifs et toxiques

Energie éolienne :

- nuisances esthétiques (sites dégagés et ventés nécessaires)
- bruit des rotors (pour unités de grande puissance)
- risques de désintégration des rotors (avec projection de morceaux de pales)

Biomasse :

- dégradation de la qualité des sols et modification des éco-systèmes
- risques de pollution atmosphérique et production de déchets solides
- dégagements de dioxine (en cas de combustion de déchets urbains par exemple)

Energie géothermique :

- émissions atmosphériques (notamment sulfure d'hydrogène)
- élimination des saumures
- risques d'affaissement de terrains

Production hydro-électrique :

- inondation de terres agricoles, voire de villages
- destruction des cycles de migration et de reproduction de certaines espèces de poissons
- augmentation de l'érosion en aval des barrages
- dégradation de la qualité des eaux dans les réservoirs et en aval
- risques de rupture des barrages

Energie des océans :

- localement possibilité d'incidences négatives sur les poissons et la vie aquatique, la navigation et les loisirs.

La combustion de la biomasse peut libérer des gaz toxiques – des dioxines dans le cas d'ordures ménagères.



En ce qui concerne les risques de pollution des eaux, le principal problème que posent les filières alternatives (à l'exception des incidences dues aux barrages) réside dans l'élimination des fluides de travail (à base de substances toxiques) indispensables au fonctionnement des équipements solaires, ainsi que dans le traitement des saumures rejetées par les usines géothermiques.

La combustion de la biomasse entraîne, quant à elle, la libération de divers polluants atmosphériques (assez similaires à ceux produits par la combustion du pétrole ou du charbon) et parfois de gaz toxiques (dioxines provenant de la combustion des ordures urbaines, par exemple, et hydrocarbures aromatiques polycycliques issus du bois brûlé), tandis que la géothermie provoque des rejets de sulfure d'hydrogène. Seule parmi les énergies renouvelables, la biomasse produit des quantités notables de déchets solides (certains étant réutilisables), alors que les systèmes fondés sur le vent et la géothermie sont à l'origine d'importantes nuisances sonores.

La plus grande atteinte aux écosystèmes provient des barrages hydro-électriques qui favorisent certains types de pollution (comme l'eutrophisation), font obstacle aux migrations des espèces aquatiques (saumon, etc.) et peuvent offrir à certains parasites dangereux pour l'homme un habitat favorable en climat tropical (paludisme, bilharziose, etc.). En matière de santé et de sécurité du public, l'hydro-électricité, quoique classique, est peut-être la filière la plus contestée pour le moment. Elle présente à la fois de nombreux avantages et pas mal d'inconvénients pour la collectivité : régulation des crues mais risques de rupture des barrages, approvisionnement en eau potable mais altération de la

qualité des eaux, développement de l'irrigation et donc de la production agricole mais aussi accroissement des parasitoses et autres risques pour l'homme, etc.



Aucune de ces incidences négatives sur l'environnement ne justifie l'arrêt ou même le ralentissement systématique du développement des sources d'énergie renouvelable. Car il ne s'agit généralement pas de dangers nouveaux, dont les effets feraient peser une menace inconnue sur le public ou auraient un caractère inéluctable, et elles peuvent être avantageusement comparées, dans ce domaine, aux autres sources d'énergie.

Que ce soit pour limiter la pollution au cours du fonctionnement normal de ces systèmes ou pour éliminer au maximum tout risque d'accident, les moyens de prévention existent. Il suffira, pour l'exploitation de la biomasse par exemple, d'adopter des méthodes de récolte prudentes pour éviter la dégradation des sols ou le déboisement intensif ; la fabrication des dispositifs photovoltaïques pourra être assortie de mesures de protection des travailleurs et de la population, lors des opérations de manutention et de stockage des gaz dangereux, etc. Il faut continuer à améliorer pour chaque filière les correctifs efficaces et abordables susceptibles d'en garantir le succès commercial.

L'énumération des nuisances – réelles et potentielles – des énergies renouvelables ne doit pas faire perdre de vue l'avantage majeur de leur exploitation : l'élimination de la pollution, réelle ou potentielle, due aux combustibles fossiles et nucléaires. Un avantage qui justifie à lui seul toute notre attention.

Réformer la politique des télécommunications dans les pays de l'OCDE

par Dimitri Ypsilanti et Robin Mansell¹

Les monopoles traditionnels des télécommunications sont en cours de restructuration, voire de démantèlement dans la plupart des pays de l'OCDE – surtout en Europe. Pour accélérer la création de nouveaux services, à la pointe du progrès technologique, les forces du marché doivent, selon une opinion de plus en plus répandue, pouvoir jouer plus librement. Les gouvernements pèsent les arguments d'efficacité, le besoin de rationaliser l'industrie d'équipement de télécommunications et la nécessité de satisfaire les exigences spécialisées des entreprises tout en continuant à étendre et à améliorer le service téléphonique universel.

Les Etats-Unis, le Japon et le Royaume-Uni sont à la tête de cette tendance « dérégulatrice » : des marchés s'ouvrent au secteur privé et, dans certains cas, des prestataires étrangers de services ont acquis droit d'entrée sur des marchés auparavant fermés.

En décembre prochain, une réunion à haut niveau du comité de la politique de l'information, de l'informatique et des communications de l'OCDE discutera les nombreux défis que les gouvernements et les entreprises ont à relever dans le domaine des télécommunications.



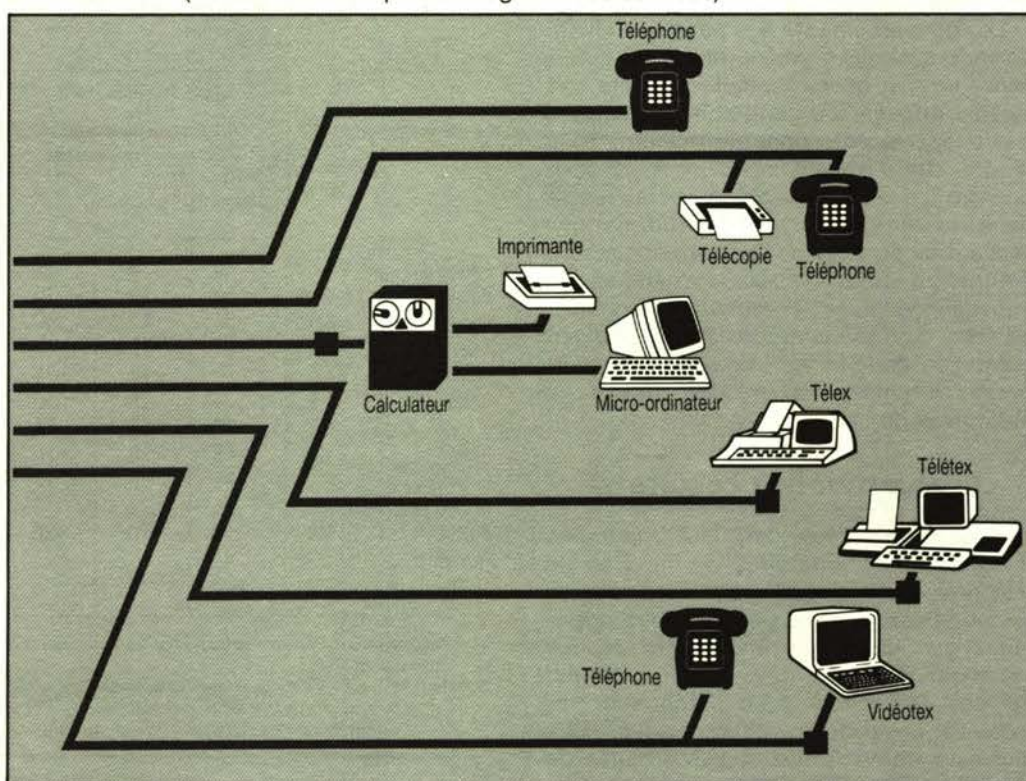
Les services interactifs et les données à haut débit – du fait qu'ils sont disponibles seulement dans les grands centres économiques et politiques – vont-ils creuser les différences entre régions et entre pays ?



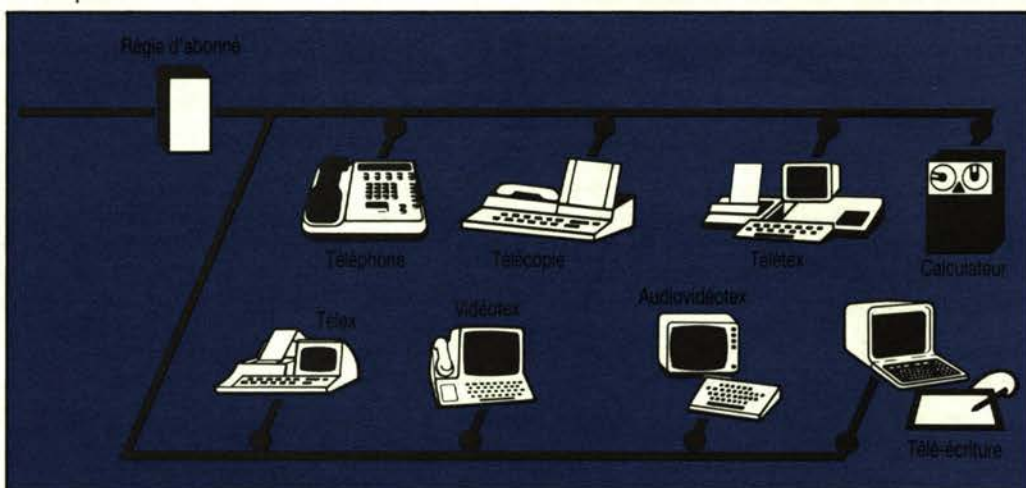
Les énormes revenus potentiels en jeu et la nécessité de renforcer la concurrence au sein des secteurs de l'équipement et des services ont amené les gouvernements et l'industrie à s'interroger sur la réglementation et le fonctionnement traditionnels des réseaux et des services de télécommunications. Dans quelques pays où le monopole d'Etat était de rigueur, des régimes de libre concurrence sont apparus, comprenant tous les aspects des services, des réseaux et de la fourniture d'équipements. Cette évolution risque d'accroître les divergences potentielles entre les politiques des pays Membres et préoccupe les gouvernements en raison des distorsions qu'elle pourrait entraîner sur le marché international des équipements et des services de télécommunications.

Outre les réseaux déjà bien implantés de téléphone et de télex, le mariage des technologies de l'informatique et des télécommunications a donné naissance à de nouveaux services qui, reposant sur les réseaux de télécommunications, permettent la transmission dans le monde entier de la voix, de l'image, de textes et de données. Dans la zone OCDE, il est probable que l'expansion se poursuivra surtout dans des domaines comme la transmission rapide des données à haut débit et de la radiotéléphonie cellulaire. Les téléconférences, le vidéo-téléphone, la télécopie et le courrier électronique devraient également connaître une progression qu'il est

Avant les RNIS (Réseaux numériques à intégration de services) ...



... et après



Source : PTT, Télécommunications, France.

cependant difficile à quantifier. A mesure que seront mis en service les Réseaux numériques à intégration de services (RNIS), le potentiel de services disponibles pour les utilisateurs de réseaux de commutation publics augmentera considérablement. La modernisation et l'amélioration des réseaux entraînent des augmentations énormes de capacité en même temps qu'elles permettent de nombreux services spécialisés qui exigent des infrastructures dépassant largement la capacité des réseaux ordinaires de téléphone et de télex.

En 1985, 318 millions de lignes téléphoniques principales étaient installées dans les pays de l'OCDE, soit 78 % du total mondial. La même année, les investissements dans les réseaux de télécommunications de la zone OCDE ont atteint 49 milliards de dollars, dont 42 % pour les Etats-Unis et 32 % pour la CEE. Quant aux

recettes provenant des services de télécommunications, elles ont été de 199 milliards de dollars (dont 56 % pour les Etats-Unis, 23 % pour la CEE et 10 % pour le Japon).

Ces investissements portent surtout sur l'installation de systèmes de commutation et de transmission numérique qui constitueront la base du RNIS ; celui-ci devrait fonctionner à plein rendement au cours des années 90 (tableau 1).

Le traitement et la transmission des données se soucient de moins en moins des frontières, il devient crucial d'établir les conditions d'accès pour une communauté internationale d'utilisateurs et de prestataires. Les différences entre pays en matière de structures du marché et de réglementations risquent cependant de compromettre

1. Direction de la science, de la technologie et de l'industrie de l'OCDE.



l'émergence de ce «village international» composé principalement d'utilisateurs professionnels.

Les gouvernements des pays de l'OCDE doivent, sur trois grands problèmes, déterminer la voie qu'ils souhaitent suivre : la meilleure façon d'organiser leurs secteurs des télécommunications de manière à les rendre suffisamment concurrentiels pour tirer profit des futurs débouchés ; la mesure dans laquelle les entreprises d'informatique et d'autres services de l'information seront autorisés à être actives sur les marchés des nouveaux services ; comment les administrations des télécommunications peuvent continuer, dans un environnement concurrentiel, à remplir leur mandat, à savoir la prestation du service universel.

Evaluation des résultats

Il est extrêmement difficile d'évaluer les résultats des prestataires de services de télécommunications. Des comparaisons internationales, si elles peuvent faire apparaître des décalages importants et des modifications entre pays dans le temps, doivent être faites avec précaution (tableau 2). Les différences entre pays, dans plusieurs domaines, sont susceptibles de les fausser : structure du marché, procédures de fixation de prix, de comptabilité, d'appel d'offres, politiques de l'emploi.

Jusqu'en 1984, les services de télécommunications de la plupart des pays de l'OCDE relevaient soit d'un monopole d'Etat, soit d'un monopole privé contrôlé par l'Etat. Les raisons historiques de ce type de structure étaient de deux ordres : ces services étaient perçus comme un monopole naturel dans la mesure où, du point de vue des coûts, il était préférable de n'avoir qu'un seul prestataire sur le mar-

1. DEGRÉ DE NUMÉRISATION DU RÉSEAU TÉLÉPHONIQUE EN 1990¹

	Abonnés (lignes principales) millions	Degré de numérisation %		
		Transmis- sion	Commutation	
			locale	inter- urbaine
Allemagne	28,6	50	3	22
Belgique	4,0	50	29	75
Danemark	3,0	85	23	40
Espagne	12,2	47	5	45
France	27,0	70	70	75
Grèce	4,5	15	15	25
Irlande	1,2	70	65	85
Italie	21,7	45	25	36
Luxembourg	0,2	35	8	10
Pays-Bas	6,3	95	35	15
Portugal	19,5	70	20	30
Royaume-Uni	20,0	100	42	90

1. Tel que prévu à l'heure actuelle par les exploitants de réseaux.

Source : Conférence européenne des administrations des postes et des télécommunications (CEPT) et Commission des Communautés européennes.

ché ; les télécommunications étaient considérées comme un service public devant être accessible, à un coût raisonnable, à tous les éventuels utilisateurs et l'on pensait que l'universalité de ces services serait le mieux assurée par un prestataire unique.

La rapidité du changement technologique, la prolifération des services de télécommunications et le potentiel de la numérisation remet actuellement en cause la validité de ces arguments. En outre, au

moins jusqu'au début des années 70, face à une demande téléphonique évidente — l'allongement des listes d'attente en témoigne —, les administrations des télécommunications de beaucoup de pays de l'OCDE ont fait preuve d'une lenteur qui a attiré sur elle de nombreuses critiques. Dans certains cas, elles ont également mis du temps à lancer de nouveaux services innovants. Les gouvernements en portent une partie de responsabilité dans la mesure où ils ont freiné les efforts de ces administrations pour se procurer suffisamment de fonds. Mais ces dix ou quinze dernières années les investissements consacrés au développement des réseaux téléphoniques ont progressé au point que bien des pays de l'OCDE ont presque atteint le niveau de saturation (graphique). Ce qui n'empêche pas plusieurs d'entre eux, et des régions dans certains pays, d'être à la traîne en matière de pénétration téléphonique.

Les investissements dans le domaine des télécommunications ont touché un haut dans la plupart des pays au début des années 80, après l'expansion des années 70. Ils commencent de nouveau à augmenter depuis quelques années et sont à l'heure actuelle axés sur la modernisation des réseaux (remplacement des systèmes analogiques par des systèmes numériques). But : accroître l'efficacité des services existants et être en mesure d'en introduire de nouveaux. La faible croissance relative de la principale source de revenus actuelle (communications téléphoniques classiques) est également un aspect caractéristique des années 80. C'est pourquoi bien des prestataires de services de télécommunications s'efforcent de capturer des nouveaux domaines où la croissance des recettes est plus élevée (transmission de données, télécopies, téléphonie cellulaire, services à valeur ajoutée, etc.).

2. DONNÉES COMPARATIVES SUR LES RÉSEAUX PUBLICS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

en dollars constants aux prix et taux de change 1980

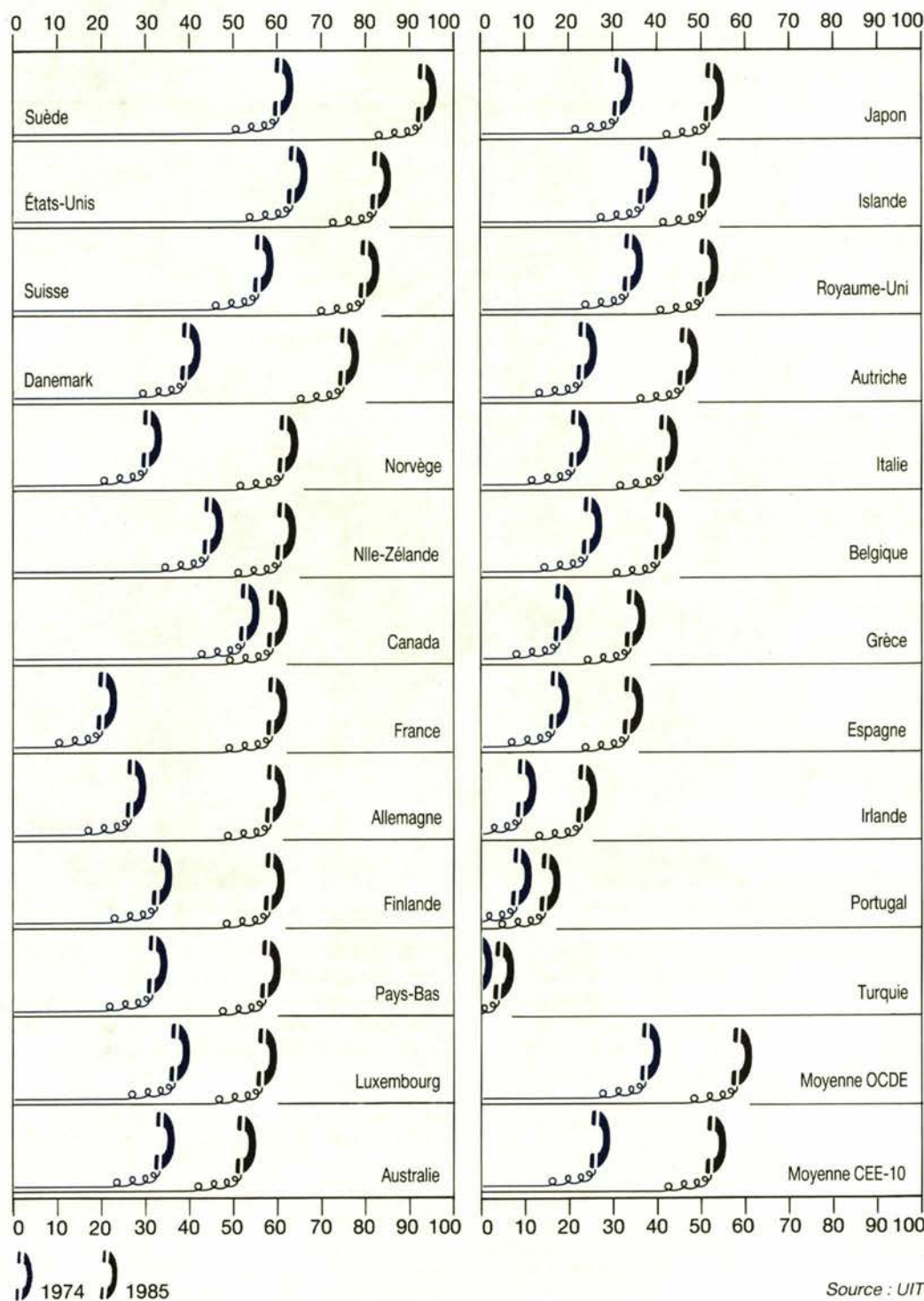
	Recettes par ligne principale		Dépenses de fonctionnement par ligne principale		Nombre de lignes principales par agent		Investissement par habitant (moyenne sur 3 ans)		Indice de taille des réseaux ¹ en 1985 (EU = 100)
	1974	1985	1974	1985	1974	1985	1975-77	1983-85	
Allemagne	1 028	620	475	158	64	120	59	104	21,9
Australie	544	568	236	264	38	69	76	75	5,4
Belgique	487	530	316	234	60	111	60	59	2,6
Canada	473	561	231	336	89	125	85	73	10,7
Espagne	409	370	104	88	67	130	55	39	8,0
Etats-Unis	587	736	281	435	89	169	71	67	100,0
France	1 018	633	559	273	52	138	85	83	19,7
Italie	441	420	392	225	93	158	57	59	14,9
Japon	370 ²	443	98	93	93 ²	141	58	56	38,8
Pays-Bas	621	462	319	238	123	202	49	40	5,0
Royaume-Uni	505 ²	612	—	427	52 ²	89	53	49	17,9
Suède	425	477	274	323	107	125	37	93	4,5
Suisse	706	741	406	337	147	179	113	118	2,8

1. Sur la base des lignes principales.

2. Chiffres de 1975.

Source : UIT/OCDE

NOMBRE DE TÉLÉPHONES PAR 100 HABITANTS



Les Etats-Unis montrent la voie

Le processus de libéralisation a débuté dans les années 60 aux Etats-Unis avec, tout d'abord, l'autorisation d'implantation d'un réseau public concurrent (1969), puis une ouverture du marché aux entreprises qui installaient des liaisons spécialisées (1971) et, en 1972, l'adoption de la politique d'accès ouvert (*open skies*) permettant la concurrence entre satellites et faisceaux hertziens. Pourtant, la principale transformation n'est intervenue que début 1984, lorsque, conformément à un jugement prononcé en 1982, AT&T a dû se séparer de ses sociétés d'exploitation locales.

La structure du marché est maintenant la suivante : un secteur concurrentiel de services longue distance ; de nombreuses sociétés d'exploitation de réseaux locaux bénéficiant d'un monopole ; des sociétés de prestation de « services améliorés ». Les nouvelles compagnies locales d'exploitation Bell résultant du démembrement d'AT&T sont obligées de traiter les autres sociétés sur un pied d'égalité et restent soumises à des restrictions leur interdisant d'offrir certains services.

Les Etats-Unis occupaient au départ une position unique dans la zone OCDE, puisque les services de télécommunications étaient assurés en exclusivité par une société privée contrôlée par un organisme réglementaire indépendant (*Federal Communication Commission*), mais également soumise à une réglementation antitrust. De fait, l'introduction de la concurrence dans les services des télécommunications a résulté en partie de l'annulation par les tribunaux de règlements édictés par une *Commission* pas toujours sensible à la nécessité d'un changement structurel important.

Le Japon choisit la concurrence

L'ancienne structure — services urbains et interurbains assurés exclusivement par la *Nippon Telegraph and Telephone (NTT)*, services internationaux par la *Kokusai Denshi Denna (KDD)* — a été remplacée par un régime de concurrence. Le monopole de la NTT a pris fin avec sa privatisation et les services, tant nationaux qu'internationaux, ont été ouverts à la concurrence. Toutefois, bien qu'il n'existe aucune restriction concernant les prestataires de services étrangers utilisant des installations de transmissions louées, les entreprises étrangères ne peuvent détenir plus d'un tiers des parts des *joint ventures* avec des sociétés exploitant des réseaux nationaux.

Dans le domaine des services reposant sur les réseaux de télécommunications, la libéralisation a débuté en 1982 avec l'adoption d'une législation autorisant le partage de lignes louées pour le traitement des données et les services de commutation de messages. Parallèlement, le monopole de l'homologation des équipements terminaux a été retiré à la NTT et confié à un organisme indépendant, et les utilisateurs ont maintenant le droit de raccorder aux réseaux publics n'importe quel appareil, pour autant qu'il soit conforme à certaines normes. La NTT est toujours

Nouveaux objectifs et réglementations

Le processus d'adaptation des services de télécommunications ne fait que commencer et il n'est nullement certain que l'Europe dans son ensemble suive la voie des Etats-Unis, du Japon et du Royaume-Uni. Dans le choix entre monopole et ouverture du marché interviennent non seulement des critères d'efficacité, mais également des considérations ayant trait à l'intérêt public et au contrôle national des infrastructures.

Les solutions possibles sont nombreuses. La combinaison de marchés ouverts et

d'un minimum de réglementation ne garantit nullement une concurrence parfaite ; les structures monopolistiques présentent des avantages à la fois économiques et sociaux qui, dans certains cas, dépassent ceux d'une concurrence imparfaite. A l'opposé, des objectifs sociaux — la prestation d'un service universel par exemple — peuvent très bien être atteints dans un environnement concurrentiel et échouer sous un monopole d'Etat. Dans plusieurs pays, la première étape de la restructuration des services de télécommunications a consisté à les dissocier des services postaux, de façon à contrôler, plus facilement, toute subvention croisée et maximaliser l'efficacité des deux services.

Source : UIT

tenue d'assurer un service universel et elle peut demander des droits d'accès aux prestataires — de plus en plus nombreux — qui utilisent son réseau pour joindre des clients privés ou d'affaires.

Le modèle concurrentiel britannique

Depuis sa privatisation en 1984, 52,2 % du capital de la British Telecom (BT) est entre les mains du public, mais le gouvernement reste le principal actionnaire. Le droit de concurrencer BT était accordé à une seule société, Mercury, qui doit, aux termes de sa licence, implanter un réseau de base reliant les principales villes. Elle n'est pas obligée, cependant, d'assurer un service universel. Le gouvernement britannique s'est engagé à ne pas délivrer d'autres licences d'exploitation de réseaux d'ici, au plus tôt, à 1990.

Aux termes de sa licence, la BT est tenue d'assurer un service universel et, en particulier, une desserte des abonnés en zone rurale. Cette société est placée sous la tutelle d'un organisme indépendant (*Office of Telecommunications* — Oftel). Une libéralisation considérable s'est produite dans l'octroi de licences et de données de services à valeur ajoutée. Les licences sont délivrées par le ministère du commerce et de l'industrie ; quant à l'homologation des équipements, elle a été confiée à un autre organisme indépendant, le *British Approvals Board for Telecommunications*.

D'autres réformes de cette année ont supprimé de nombreuses restrictions imposées à la revente ou à l'utilisation de lignes louées à des fins privées raccordées aux réseaux de commutation publics. Les services de voix et de télex qui n'ont pas encore été touchés feront l'objet d'un nouvel examen en 1989.

Potentialités ailleurs

Dans d'autres pays de l'OCDE, le changement est surtout considéré comme un moyen d'introduire un certain degré de concurrence sur le marché des réseaux ou des services. En France, la Direction générale des télécommunications (DGT) a créé des filiales pour l'exploitation de nouveaux services. Bien qu'aucune licence n'ait été délivrée jusqu'à présent, il est prévu d'autoriser la concurrence dans le domaine des services reposant sur les réseaux de télécommunications.

En Allemagne, la *Deutsche Bundespost* (DBP) détient un contrôle monopolistique considérable sur de nombreux services. S'il est peu probable que des transformations interviennent d'ici à 1989, des mesures ont été prises pour introduire de nouveaux systèmes de fixation de prix destinés à préparer une concurrence dans les services. En plus, DPB a perdu son monopole sur les modems et d'autres types d'équipement. A l'heure actuelle, une commission gouvernementale est en train d'élaborer des recommandations pour changer la structure des télécommunications allemandes.

Quelques mots sur certains autres pays de l'OCDE. L'Australie étudie une proposition sur la politique réglementaire en matière de services à valeur ajoutée ; le Canada entreprend des consultations sur



Les câbles à fibres optiques augmentent la capacité des réseaux au prix d'investissements très lourds.

l'éventuelle élaboration d'un cadre de fonctionnement des télécommunications ; la Belgique examine les recommandations faites l'année dernière par une commission gouvernementale ; le Danemark ouvre pleinement le marché des terminaux à la concurrence et met sur pied un organisme neutre d'agrément. L'Italie envisage de fusionner les quatre principaux prestataires de services en deux entreprises opérant suivant les règles du droit des sociétés. Les Pays-Bas ont décidé de séparer leurs services de postes et de télécommunications et d'ouvrir les marchés d'équipement et de services reposant sur les réseaux de télécommunications. En Espagne, le gouvernement vient de présenter au Parlement un projet de loi sur les télécommunications et la Suisse est également en train de revoir sa législation dans ce domaine.

Les administrations concernées ont été critiquées parce qu'elles freinent la concurrence en attendant l'introduction des RNIS ce qui n'empêche pas que, dans certains cas, elles deviennent plus sensibles aux besoins des usagers. Dans la plupart des pays de l'OCDE, on continue à s'interroger pour savoir comment réagir au mieux face à un environnement international en évolution rapide et aux nouvelles possibilités créées par la technologie des logiciels. Le principe de la concurrence semble généralement admis dans les services reposant sur les réseaux de télécommunications

mais certaines administrations souhaitent non seulement rester présentes sur ces marchés mais aussi fournir ces services à une vaste clientèle — au-delà de ce qui serait probable dans un régime concurrentiel.

L'avenir du service universel

La prestation de services se fait-elle plus efficacement sous un monopole ou un régime concurrentiel ? Les arguments en faveur ou à l'encontre de la concurrence dans les services de télécommunications ne portent pas vraiment sur cette question. Le véritable problème est de déterminer dans quels domaines et dans quelle mesure la concurrence devrait être autorisée et quelles seraient ses répercussions sur les prestataires de services existants. Or les bénéfices nets sont plus difficiles à évaluer que les coûts immédiats — surtout en l'absence d'une expérience du marché.

Les structures tarifaires actuelles introduisent beaucoup de confusion. Les subventions croisées entre différents services sont très importantes et il n'y a guère d'analyses indépendantes qui permettent de tirer des conclusions sur le lien entre le prix d'un service et son coût. Les communications locales ont été, en général, facturées beaucoup moins que les appels longue distance mais le rapport relatif des prix

entre les deux services devient de plus en plus difficile à maintenir. Beaucoup d'administrations sont incitées à baisser le prix des appels longue distance à cause des restructurations tarifaires opérées dans les pays où la concurrence a été introduite.

La plupart des pays ont exclu la concurrence au niveau local, en partie parce que les services urbains sont considérés comme l'épine dorsale du service universel et parce que les solutions de rechange technologiques ne sont pas encore devenues des substitutions évidentes aux installations et équipements locaux existants. La principale question qui se pose aux administrations de télécommunications est de déterminer jusqu'à quel point il est possible d'autoriser la concurrence dans les services longue distance et autres, sans compromettre la croissance des revenus et donc la capacité d'un service universel satisfaisant. Il y a de bonnes raisons de penser que les services locaux peuvent être rentables — suivant le type de concurrence qui est permis et les conditions d'accès des concurrents aux réseaux locaux.

Les résultats de la déréglementation dépendent beaucoup de la façon de sa mise en œuvre. Depuis le démantèlement de AT&T, le prix des appels téléphoniques urbains aux Etats-Unis a augmenté. Si la perspective d'une facture élevée risque de dissuader certains particuliers d'utiliser le téléphone, cela irait à l'encontre du principe du service public. Mais il n'y a pas nécessairement de contradiction fondamentale entre l'attachement à un service de télécommunications universel et l'introduction d'une certaine concurrence dans des secteurs particuliers de la prestation de services. Dans un environnement concurrentiel, d'autres mesures peuvent maintenir le service universel à un prix faible — subventions directes, frais d'accès pour l'utilisation de réseaux locaux, etc.



Il devient de plus en plus difficile d'avoir un consensus international sur la transition à de nouveaux services de télécommunications, de nouveaux fournisseurs et des marchés d'équipement libéralisés. Sous l'effet de la complexité croissante de la fourniture en réseaux et en services et l'intérêt de marchés internationaux pour des entreprises qui voient les télécommunications comme partie intégrante de leurs stratégies concurrentielles, les frontières entre marchés changent et compliquent la mise sur pied de politiques pertinentes.

De l'avis général, si l'on veut tirer un maximum d'avantages de réseaux globaux futurs des télécommunications et des services, de nouvelles règles doivent être élaborées. Elles devraient contribuer à augmenter les possibilités des échanges de services et d'équipement dans les télécommunications et les technologies de l'information, à créer un environnement sensible aux divers besoins des usagers, à surmonter les disparités du développement des télécommunications sur le plan régional, au sein de la zone OCDE, et entre celle-ci et les pays en développement. ■

Problèmes et stratégies économiques de quatre pays

Allemagne

L'économie allemande reste confrontée à deux déséquilibres dont il faut s'occuper : un taux de chômage élevé et persistant, une balance des paiements très largement excédentaire qui a battu tous les records en 1986.

Le taux tendanciel du chômage, en constante augmentation depuis le début des années 70, s'est encore aggravé pendant environ trois ans au cours de la dernière phase de reprise, atteignant un haut de 9½ % à la mi-85. Malgré un léger fléchissement en 1986, il s'établissait toujours à 8¾ % au premier semestre 1987, soit huit fois plus que lors du premier choc pétrolier (1973-74) et trois fois plus qu'avant le second (1979-80).

L'accroissement de l'offre de main-d'œuvre a suivi une courbe assez irrégulière depuis 15 ans. Après s'être réduite de 250 000 personnes entre 1973 et 1979, la population active a augmenté de plus de 1 million de 1979 à 1986. Malgré cela, l'effet de croissance de l'offre de main-d'œuvre a été relativement peu marqué par rapport à celui d'autres pays.

La racine du problème semble donc être l'insuffisance des créations d'emplois, l'embauche ayant chuté fortement à partir du milieu des années 70. Dans le secteur privé, l'emploi a moins progressé en Allemagne depuis 1965 que dans les autres pays de l'OCDE, ce qui s'explique par la croissance relativement faible de la production et un niveau de coûts qui a incité à substituer le capital au travail. De 1973 à 1983, l'emploi dans le secteur manufacturier a presque constamment régressé, ne s'améliorant que légèrement depuis.

A partir du début des années 70, lorsque le volant de main-d'œuvre potentiellement disponible pour les services était plus important que jamais auparavant, la création nette d'emplois s'est sensiblement ralentie. Conséquence : entre 1973 et

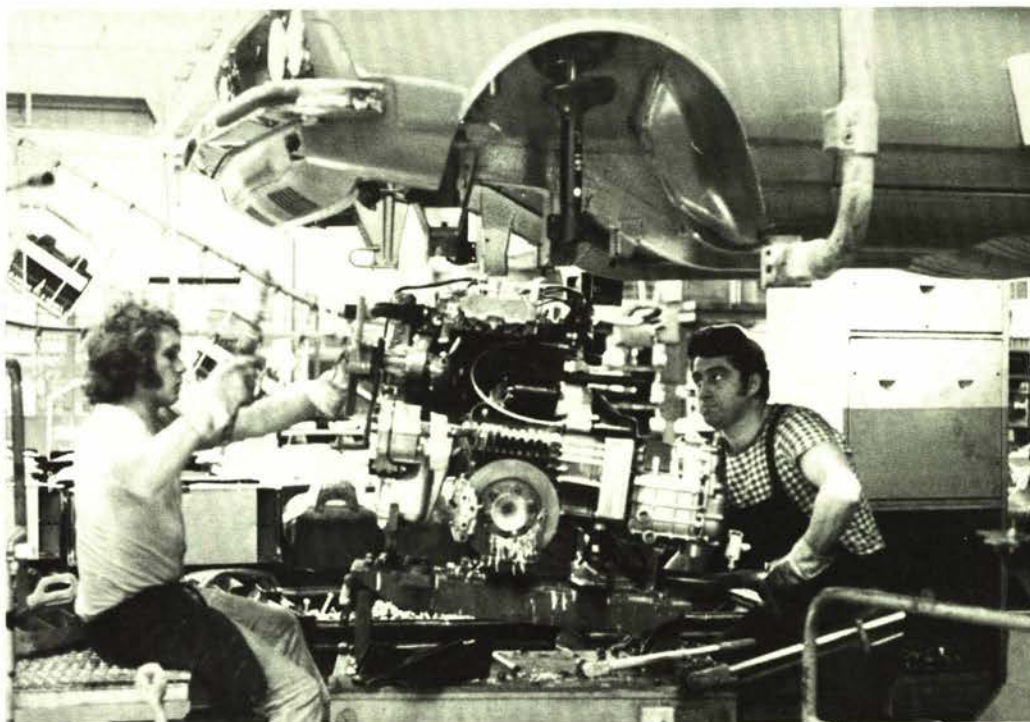
1985 la population en quête d'un travail s'est accrue de plus de 2 millions de personnes. De fait, les services ont absorbé 40 % seulement de l'excédent de main-d'œuvre potentiellement disponible, preuve s'il en est que l'Allemagne est l'un des pays développés où ce secteur est le moins dynamique (sous l'angle des créations d'emplois). Une explication possible serait que les chômeurs de l'industrie y ont trouvé peu attrayantes les conditions de travail et les rémunérations.

Les hausses salariales ont également été pour beaucoup dans l'aggravation du chômage depuis 1973, les salaires réels ayant tardé à s'ajuster à la baisse réelle de la productivité de la main-d'œuvre corrigée de l'évolution des termes de l'échange. Mais depuis 1982, l'écart entre salaires réels et productivité s'est amenuisé, sinon inversé, et la rentabilité des entreprises s'est redressée.

Le taux élevé de chômage étant en grande partie structurel, une augmentation de la demande globale ne saurait l'éliminer à brève échéance. Les indicateurs dont on dispose sur l'utilisation des capacités dans l'industrie allemande montrent qu'en 1986 l'économie fonctionnait à 3 ou 4 % au-dessous de son niveau normal d'utilisation des capacités. Si l'on tient compte d'une certaine amélioration de la productivité, cela signifie qu'actuellement l'emploi est inférieur de 2 à 3 % seulement à son niveau de pleine utilisation des capacités.

La stratégie retenue par les autorités pour lutter contre le chômage repose sur deux principes : s'abstenir d'intervenir dans le processus de détermination des salaires et des prix et ne pas augmenter la taille relative du secteur public, l'idée étant de susciter un environnement favorable pour les entreprises, les inciter à accroître les capacités et à créer des emplois.

Le déséquilibre extérieur de l'Allemagne



pose plus de problèmes à ses partenaires commerciaux qu'au pays lui-même. Depuis une trentaine d'années, la balance des paiements courants dégage le plus souvent un confortable excédent, qui a atteint un niveau particulièrement élevé lors des deux récessions de 1967-68 et de 1974 ainsi que durant les trois ans consécutifs au second choc pétrolier (1979-81). Le secteur manufacturier, qui s'est développé pour compenser une faible dotation en ressources naturelles, occupe le premier rang pour les apports en devises. Si elle dégage un large excédent commercial, l'Allemagne enregistre par contre un déficit important sur les invisibles, surtout, et de plus en plus, le tourisme. L'excédent commercial est donc la contrepartie structurelle du déficit des services.

La balance courante de l'Allemagne est devenue déficitaire à la suite du deuxième choc pétrolier (contrairement à ce qui s'est passé lors du premier) sous l'effet d'un manque de compétitivité et d'un sensible alourdissement de la facture pétrolière. L'année 1982 a marqué le retour à l'excédent, en raison d'une contraction de la demande intérieure et d'un recul du taux de change. Depuis lors, le solde extérieur net n'a cessé d'augmenter sa contribution à la croissance du PNB. Compte tenu de la baisse des prix du pétrole en 1986 qu'on estime avoir accru l'excédent commercial de l'équivalent de 1½ % du PNB, l'excédent de la balance des paiements courants est passé l'an dernier à 4 % du PNB.

Le commerce extérieur, dans les deux sens, pèse de plus en plus lourd en Allemagne. La part moyenne des importations (en volume) est passée d'environ 19 % du PNB à la fin des années 60 à plus de 25 % 10 ans plus tard. Bien que la pénétration des importations ait stagné au cours de la première moitié des années 80 en raison de la sous-évaluation du deutschemark, la faiblesse du dollar ces deux dernières années a ramené le taux de change réel de la monnaie allemande à son niveau de 1973. Les fluctuations du taux de change réel n'ont eu que des répercussions limitées sur les échanges, car les modifications de la compétitivité dues à l'évolution du taux de change ont été partiellement absorbées par un ajustement des marges bénéficiaires. Au total, l'Allemagne a vu ses parts de marché au niveau mondial se contracter légèrement depuis le début des années 70.

Tout excédent de la balance des opérations courantes représente une exportation d'épargne intérieure. Le net rééquilibrage de la balance des paiements allemande — déficitaire au début des années 80, elle a dégagé un excédent record en 1986 — a eu pour contrepartie une évolution d'abord convergente, puis de plus en plus divergente, de l'épargne et de l'investissement intérieurs. L'investissement, qui représentait 21,5 % du PNB en 1981, est tombé à

L'Allemagne dégage un gros excédent commercial mais enregistre un déficit important sur les invisibles — notamment, et de plus en plus, sur le tourisme.

19,5 % en 1986, tandis que l'épargne passait dans le même temps de 20,2 à 23,3 %. Ces chiffres montrent que le problème du niveau très élevé de l'excédent courant de l'Allemagne tient fondamentalement à une formation interne de capital insuffisante.

Si l'on veut réduire simultanément le chômage et l'excédent de la balance courante, il faut diminuer la part relative des ressources affectées au secteur exportateur et à celui en concurrence avec les importations vers les secteurs davantage axés sur le marché intérieur. Ce qui exige, à son tour, un relèvement de la demande interne par rapport à la demande externe. Les responsables ont donc deux options : stimuler la demande intérieure dans l'espoir

qu'il en résultera un accroissement de la production et des importations, ou laisser monter le taux de change tout en provoquant en même temps une baisse relative des prix des produits à forte intensité de main-d'œuvre, ce qui permettra d'augmenter le contenu de travail par unité produite. La deuxième solution ne semble pas réalisable, tandis que la première pourrait être mise en œuvre grâce à la politique budgétaire, dès lors que la progression de la demande se traduit par des investissements supplémentaires en nouvelles capacités de production qui soient aussi créatrices d'emplois. ■

Source : Etudes économiques de l'OCDE – Allemagne.

ment accru et à la montée des taux d'intérêt.

Le ralentissement de l'activité s'est accompagné d'une rigidité croissante du marché du travail. L'éventail des salaires s'est resserré entre les branches d'activité et les groupes de revenu. Les salaires ont étroitement suivi l'évolution des prix, provoquant une perte de compétitivité et un tassement des profits. L'emploi dans l'industrie et l'agriculture a rapidement diminué tout au long de cette période. Certaines estimations suggèrent qu'un tiers environ du chômage serait lié à l'accroissement conjoint des dépenses publiques et des rémunérations dans les années 70 et au début des années 80.

En 1982, le nouveau gouvernement a changé l'orientation de la politique économique. Objectifs : l'assainissement des finances du secteur public, une plus grande flexibilité du marché du travail, une réduction de la dépendance des entreprises à l'égard du gouvernement grâce au remplacement des interventions sectorielles par une approche davantage axée sur le marché.

Ces décisions se sont traduites par une compression des dépenses dans un certain nombre de programmes publics, dans les traitements des fonctionnaires et les prestations sociales (chômage, invalidité, santé). Parallèlement, les ressources financières ont été réorientées vers des objectifs permettant d'améliorer les conditions de

Pays-Bas

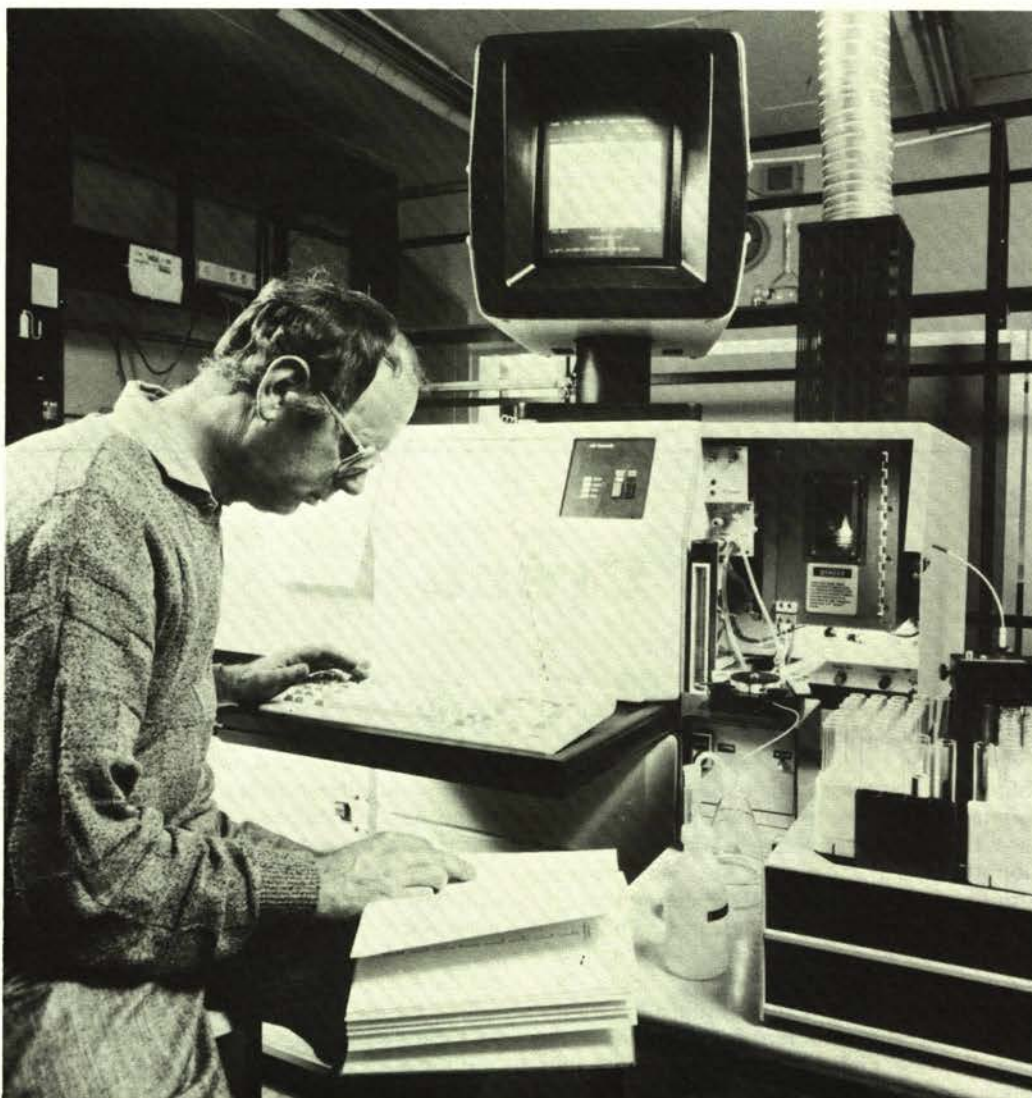
Le changement de cap opéré par les autorités en 1982 a été à maints égards largement couronné de succès : croissance de la production, de l'investissement et de l'emploi, recul du chômage, réduction sensible du déficit de l'administration centrale, l'une des plus faibles taux d'inflation de l'OCDE. De plus, avec une demande intérieure venant prendre le relais des exportations, la croissance, en 1986, a trouvé des bases plus saines.

Mais ces évolutions favorables ne peuvent masquer la persistance de profonds déséquilibres. Le taux de chômage, environ 13 % de la population active l'année dernière, reste l'un des plus élevés d'Europe. Le déficit de l'administration centrale, plus de 6 % du revenu national, entraîne un accroissement de la dette publique qui atteint maintenant l'équivalent de 70 % du revenu national. Le secteur privé continue à avoir des niveaux d'épargne élevés et un faible taux d'accumulation du capital, ce qui se traduit par un excédent toujours important de la balance des opérations courantes.

L'origine de ces déséquilibres date des années 70. Les Pays-Bas, dont l'économie est très ouverte mais peu orientée vers les pays producteurs de pétrole, ont été plus touchés que d'autres par le ralentissement des échanges mondiaux à la suite du premier choc pétrolier. Et leur industrie, grosse consommatrice d'énergie, a souffert de la hausse des prix de l'or noir et de la concurrence des pays en développement.

Les choix politiques faits durant cette période ont également contribué aux déséquilibres. L'augmentation rapide des transferts aux ménages (+10 % du PIB

entre 1972 et 1982) et les subventions accrues aux entreprises ont entraîné un accroissement plus rapide des dépenses que des recettes publiques malgré un alourdissement de la fiscalité. Le déficit a été renforcé par le coût de plus en plus élevé du service de la dette dû à l'endette-



Le gouvernement néerlandais a pris des dispositions pour aider la R-D, surtout dans les PME.

rentabilité et le climat des affaires. Le taux de l'impôt sur les sociétés a, pour sa part, été ramené de 48 à 42 %.

Sur le marché du travail, les pouvoirs publics ont cessé d'intervenir dans les négociations collectives et les partenaires sociaux ont accepté un programme de modération salariale, de réduction de la durée du travail, de développement de l'emploi à temps partiel et d'embauche des jeunes. Les salaires ont augmenté moins vite que la productivité jusqu'en 1985, ce qui a permis un redressement des profits.

Quant à la politique industrielle, très défensive et tournée essentiellement vers les secteurs en difficulté dans les années 70, elle a été réorientée, les subventions sélectives à l'investissement ont été modifiées, des dispositions prises pour aider la R-D, surtout des petites et moyennes entreprises.

Si les mesures lancées en 1982 ont donc eu un succès certain, elles n'ont pas résorbé les déséquilibres fondamentaux qui empêchent l'économie de connaître une croissance durable et harmonieuse. D'où le souci des autorités d'axer leur nouvelle politique à moyen terme sur la réduction de ces déséquilibres. Le programme budgétaire prévu pour la période 1987-1990 poursuit quatre grands objectifs : réduction du déficit budgétaire à 5½ % du revenu national, stabilisation des prélèvements publics, recul du nombre de chômeurs de 200 000 personnes (soit près de 30 %), maintien global du pouvoir d'achat des transferts sociaux.

Cela suppose de nouvelles compressions des dépenses, y compris une baisse d'effectifs dans la fonction publique, la stabilité des traitements des fonctionnaires et un moindre soutien des entreprises du secteur privé. Des économies sont aussi prévues dans le domaine de la santé. Par ailleurs, on escompte quelques suppléments de recettes du renforcement des contrôles contre la fraude et l'évasion fiscales, ainsi que de la fraude à la sécurité sociale.

En revanche, les budgets de l'enseigne-

ment et de l'emploi seront augmentés pour assurer la formation et les créations d'emplois nécessaires aux jeunes et aux chômeurs de longue date. Les diverses mesures — plan de garantie d'emploi pour les jeunes, subventions à l'intention des chômeurs de cette catégorie, programmes de formation — devraient toucher 110 000 de ceux qui sont sans travail à l'heure actuelle.

Toutefois, les objectifs fixés par le gouvernement pourraient se révéler plus difficiles à atteindre qu'initialement prévu. A la lumière de la réévaluation importante du florin depuis la présentation du programme gouvernemental, l'OCDE prévoit jusqu'en 1988 un ralentissement de la croissance de la production à mesure que se détériorent les résultats à l'exportation (répercussions négatives sur les dépenses et les recettes publiques). En outre, le gouvernement a sans doute fait des hypothèses trop optimistes sur les taux d'intérêt internationaux. Des réductions des dépenses publiques supplémentaires pourraient donc s'avérer nécessaires pour atteindre les objectifs en matière de déficit budgétaire.

La marge de manœuvre étant quasi inexistante dans le domaine de gestion de la demande, on devra continuer à privilégier toute action susceptible d'éliminer les obstacles structurels à la croissance à long terme. Malgré certains progrès ces dernières années, le fonctionnement des marchés du travail pourrait être encore amélioré. A court terme, étant donné l'appréciation du florin, des salaires nominaux plus flexibles seraient souhaitables. A moyen terme, la flexibilité du marché du travail serait accrue si l'on réduisait les distortions du système de l'impôt et des transferts et relevait le niveau d'éducation et de qualification dans l'économie. Une baisse progressive du soutien direct au logement et au secteur des entreprises améliorerait la position budgétaire du gouvernement et réduirait les entraves qui existent sur le marché. ■

Source : Etudes économiques de l'OCDE — Pays-Bas.



vices qu'en rémunérations, transferts et subventions, aurait dû constituer un « stimulant » budgétaire pour le secteur privé. D'autant plus qu'une part croissante de ces dépenses a été financée autrement que par l'impôt. En fait, l'impuissance du secteur manufacturier à s'adapter aux exigences de l'économie moderne a bien des raisons. Dominé par de petites entreprises familiales traditionnelles, il accumule les handicaps : manque de cadres compétents, faible capacité de financement et de moyens de recherche-développement...

Un autre obstacle tient au fonctionnement du système financier qui, au dépens de créations d'entreprises, a privilégié les entreprises existantes, indépendamment de leur situation économique et leur chance de survie. Si l'on ajoute les ponctions opérées par le secteur public sur les ressources globales et les fonds réservés aux activités protégées (agriculture,...), il n'est resté que peu de place pour le financement de l'économie « concurrentielle ».

Les rigidités du marché du travail ont aussi leur part de responsabilité dans les problèmes de la Grèce. La difficulté de supprimer des emplois, même dans les entreprises en perte de vitesse, a précipité le déclin de l'industrie. La politique des revenus a encouragé de fortes hausses de salaires alors que la productivité était en baisse et que d'autres mesures visaient à contenir les prix. D'où une contraction des bénéfices et une augmentation de l'endettement qui pénalise encore les résultats des entreprises par de lourdes charges financières.

Grèce

Les autorités grecques ont lancé en octobre 1985 un programme de stabilisation d'une durée de deux ans qui implique une profonde réorientation de la politique économique de l'expansion vers la rigueur. L'Etat s'est imposé plus de discipline budgétaire et a mené une politique monétaire restrictive. Les salariés ont dû consentir d'importants sacrifices en matière de rémunération, subissant une baisse de 5 % du revenu disponible réel. Malgré une certaine opposition des syndicats, le gouvernement semble aujourd'hui en bonne voie pour atteindre ses objectifs à la fin de l'année. Le besoin de financement du secteur public sera probablement proche

de 11 % du PNB (10 % prévus), le taux d'inflation de 12 % (10 % prévus) et le déficit extérieur courant de 3 % (objectif atteint). Le programme de stabilisation aura réussi à inverser les tendances préoccupantes de la période 1979-85 et permis d'améliorer le climat des affaires.

La production manufacturière connaissait, jusqu'au second choc pétrolier, une croissance remarquable d'environ 10 % par an, près de deux fois supérieure à celle de l'ensemble des pays de l'OCDE. En 1985, ce chiffre était tombé à 1 % et sa part dans le PIB à son niveau de 1968.

Pourtant, la progression rapide des dépenses publiques, tant en biens et ser-



Les agriculteurs grecs — un quart de la population active — bénéficient d'une quasi-exonération fiscale.

Des phénomènes socio-politiques aussi freinent la croissance du secteur privé. Les très substantielles entrées de devises provenant des Grecs établis à l'étranger, les importants versements effectués par la CEE et la progression rapide des transferts publics aux ménages ont apparemment créé un climat qui a réduit l'incitation au travail et poussé à la consommation.

Dans le secteur public, la croissance soutenue des dépenses en période de stagflation — elles ont atteint 49 % du PNB en 1985 — a aussi engendré des déséquilibres. Les recettes ne progressant pas en proportion des dépenses, le déficit s'est creusé et les charges financières se sont alourdies depuis 1979. En 1985, l'endettement net du secteur public avait atteint quelque 80 % du PNB, l'un des plus forts taux de la zone OCDE. Inquiétant par son ampleur, il l'était cependant plus encore par la rapidité de sa progression.

L'insuffisance des ressources publiques tient à ce que les impôts, directs et indirects, ne touchent qu'un nombre limité de personnes et d'opérations. Les agriculteurs (un quart de la population active) qui profitent largement des transferts et subventions bénéficient d'une quasi-exonération. Par ailleurs, la fraude et l'évasion fiscales sont très répandues.

Le système de sécurité sociale connaît, lui aussi, un déficit croissant depuis 1980, essentiellement du fait de la progression du nombre de bénéficiaires de retraites et du relèvement des pensions.

Par ailleurs, la situation économique et

financière des sociétés et entreprises publiques (SEP) s'est fortement détériorée dans la première moitié des années 80. Aux causes déjà rencontrées dans les entreprises privées — incompétence des gestionnaires, coût élevé de la main-d'œuvre, manque de motivation — s'ajoute l'ingé-

rence particulièrement lourde de l'Etat dans la formation des prix. Les impératifs des politiques de redistribution et de lutte contre l'inflation, maintenant à des tarifs trop bas certains services publics, ont mis en péril l'équilibre et l'avenir des SEP. Et, faute d'investissements, la modernisation des infrastructures a pris du retard.

Malgré le programme de stabilisation, d'importants déséquilibres persisteront sans doute pour l'avenir. Il faudra, pour les combattre, engager des réformes structurelles majeures. Les recettes fiscales, notamment, doivent augmenter, devenir plus équitables et perçues avec plus d'efficacité. Les aides publiques aux entreprises privées devraient donner plus de chances aux entreprises dynamiques disposant de bases saines. Un secteur public mieux organisé, plus efficace, dégagerait des ressources supplémentaires. Il importerait aussi que, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, les qualifications professionnelles, les compétences, les connaissances techniques et l'aptitude à la gestion soient mieux reconnues et rémunérées.

Toutefois, de telles réformes ne seront pleinement efficaces que si l'opinion prend conscience de la nécessité du changement et si elle est prête à assumer les conséquences d'un transfert relatif de ressources — de la consommation publique et privée vers l'investissement, des activités protégées vers le secteur exposé de l'économie. ■

Source : Etudes économiques de l'OCDE — Grèce

Turquie

Croissance économique de 8 % (la plus forte des pays de l'OCDE), expansion de la consommation et de l'investissement, ralentissement de l'inflation (de 45 % à quelque 30 %), progression de l'emploi (de plus de 2 %), amélioration de la productivité et de la compétitivité internationale : malgré la détérioration de la balance des opérations courantes, les indices économiques de la Turquie en 1986 montrent les résultats obtenus par les politiques d'ajustement et de stabilisation de ces dernières années.

L'ajustement structurel du secteur public s'inscrit parmi ces politiques. Mal géré et structuré, le secteur public turc a longtemps souffert de problèmes aussi nombreux que variés : fraude et évasion fiscale généralisées et peu pénalisées ; impôts relativement lourds sur les revenus fixes modestes ; centralisation et multiplication des contrôles

administratifs menant à des décisions tardives et économiquement peu efficaces ; insuffisance des crédits municipaux ; faible productivité ; fort endettement des entreprises publiques qui pèse sur les finances de l'Etat. Cependant, les dépenses totales des administrations publiques (29 % du PNB en 1986) sont nettement moins élevées que dans les autres pays de l'OCDE, alors que les retards sont importants notamment en matière de couverture sociale (la moitié de la population n'est pas assurée), d'enseignement et d'infrastructures. D'où le besoin d'accroître les ressources publiques.

En 1980, le gouvernement décide de s'atteler à ces problèmes et met en œuvre un programme d'ajustements structurels, renforcé trois ans plus tard. Les mesures engagées s'articulent, en plus de la rationalisation de l'administration, autour de deux axes : une réforme fiscale destinée à



corriger l'injustice du système et à accroître les rentrées ; une réduction du rôle de l'Etat par la décentralisation des activités du secteur public et la privatisation des entreprises d'Etat.

Appliquée progressivement de 1981 à 1986, la réforme fiscale va assez loin. Pour augmenter les rentrées, on a cherché à étendre le nombre d'opérations et de personnes imposables ; ainsi, les revenus des agriculteurs et les ventes de biens non enregistrés sont dorénavant assujettis à l'impôt. Et, depuis 1985, un système général de TVA vient remplacer des mesures qui ne frappaient qu'un nombre limité d'opérations ou de produits.

Le souci d'une plus grande justice a amené les autorités à modifier les taux et les tranches d'imposition pour alléger l'impôt sur les revenus fixes (l'impôt représentait parfois, même pour les contribuables modestes, près de la moitié des gains). D'autres mesures vont dans le même sens : abattements fiscaux pour certains achats essentiels, allègement des impôts immobiliers, relèvement des taux de retenues à la source sur les revenus des titres et des dépôts bancaires...

Certaines de ces mesures facilitent aussi la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. Pour tenter de redresser une situation très détériorée dans ce domaine, les moyens d'intervention ont été renforcés : mise en place d'une vérification régulière des comptes des travailleurs indépendants et des petites entreprises, modernisation des procédures judiciaires notamment.

La réforme fiscale semble avoir atteint ses principaux objectifs et a sans doute contribué aux bons résultats économiques.

Malgré la détérioration de la balance des opérations courantes, les indices économiques de la Turquie ont évolué dans la bonne direction ; la croissance - 8% en 1986, 6½ % prévus cette année - est la plus forte de la zone OCDE.

Et si le fisc sait tirer partie des nouveaux moyens de contrôle dont il dispose, la réforme devrait, à l'avenir, assurer à l'Etat les recettes indispensables pour améliorer les niveaux d'éducation et de couverture sociale.

Quant à la décentralisation, elle a permis aux administrations locales d'acquérir une plus grande autonomie. Leur part dans le budget global du secteur public a enregistré une croissance rapide - de 50% depuis 1984. Profitant de leurs nouvelles libertés, les collectivités locales ont accru notablement leurs dépenses, surtout en matière d'investissements fixes destinés à améliorer les services publics. Mais, conséquence préoccupante: leur déficit budgétaire; depuis deux ans, il a fortement contribué à la dégradation de la balance extérieure.

La débudgétisation de certaines dépenses entre, lui aussi, dans le processus de désengagement de l'Etat. Des fonds d'investissements spéciaux, financés hors budget par des prélèvements spéciaux et des ventes de titres participatifs, ont été créés. Ils assurent le financement de certains transferts et programmes d'investissements publics, et consentent des prêts au secteur privé. Leur contribution semble bien avoir accéléré les investissements en

infrastructures et logements, deux domaines où les besoins restent importants en Turquie.

Dernier aspect de la réduction du rôle de l'Etat : les privatisations. Les autorités ont mis à l'étude, en 1983, un programme de privatisation des trente-cinq entreprises d'Etat et de leurs filiales. D'ores et déjà, les textes juridiques nécessaires ont été établis. Et, grâce à l'amélioration progressive de la situation financière de quatre entreprises depuis 1980, la mise en œuvre du programme peut maintenant commencer par elles. A l'instar d'autres pays de l'OCDE, la Turquie espère ainsi, en donnant plus de place aux mécanismes du marché, accroître l'efficacité de l'industrie et favoriser la croissance. Les privatisations devraient aussi faciliter le développement du marché des capitaux.

Les politiques d'ajustement commencent donc à porter leurs fruits. Mais, des efforts continus sont indispensables si l'on veut faire disparaître l'inefficacité et accroître davantage les ressources publiques. Et, pour éviter une nouvelle dégradation de la balance des paiements, il sera nécessaire de freiner l'expansion des programmes de dépenses publiques, notamment celles engagées par les fonds spéciaux et les collectivités locales. Conscientes du problème, les autorités ont en 1986 pris des dispositions pour ralentir le processus de décentralisation dont le rythme, plus rapide que prévu, risquait de faire déraiser l'économie et de compromettre les progrès déjà réalisés. ■

Source : Etudes économiques de l'OCDE - Turquie.

Les points essentiels des Perspectives de l'emploi de l'OCDE

Tous actifs dans la société de demain

Le chômage massif et persistant de ces 15 dernières années traduit le désir d'un très grand nombre de personnes d'obtenir du travail non seulement pour gagner leur vie, mais aussi pour acquérir ou garder l'identité sociale qui s'y attache. Pour répondre au besoin d'activité général, il ne suffira sans doute pas d'accélérer la progression des emplois à plein temps de type classique. Des transformations devront intervenir dans les modalités de travail. Certaines sont déjà en cours. La configuration de la vie active semble prendre une tournure différente. Des systèmes souples d'enseignement et de formation se développent rapidement, aussi bien pour les jeunes que pour les adultes. Il est désormais plus fréquent d'exercer un emploi rémunéré en même temps que d'autres activités, comme en témoigne la progression, dans de nombreux pays, de l'emploi à temps partiel — sur l'année ou au cours de la vie. On assiste à une redistribution du temps de travail sous l'effet conjugué des technologies nouvelles et, semble-t-il, d'une véritable évolution des préférences.

C'est sur cette trame complexe que les ministres du travail des pays de l'OCDE ont recommandé, en novembre 1986, l'élaboration d'un cadre nouveau pour les politiques dont ils ont la charge. Les Perspectives de l'emploi qui viennent de paraître constituent une première tentative¹.

Les niveaux actuels de chômage sont l'héritage des années 70, lorsque la situation macro-économique s'est profondément dégradée et a obligé les industries manufacturières des pays développés à supprimer des emplois. Certains secteurs sont tombés dans un déclin sans retour, d'autres ont dû s'adapter et procéder à des délestages de main-d'œuvre pour survivre face à une concurrence internationale de plus en plus vive. Par conséquent, bien que le taux de croissance de l'emploi enregistré dans les économies de l'OCDE depuis le début de la reprise en cours (1982) corresponde aux meilleurs résultats obtenus lors de précédentes phases de redressement (en moyenne à 1¼% par an), il n'a pas été suffisant pour faire sensiblement reculer le chômage dans la plupart des pays, surtout en Europe. Le chômage constitue donc désormais un problème structurel profondément enraciné plutôt qu'un phénomène conjoncturel.

Depuis 1982, l'emploi a progressé particulièrement vite en Amérique du Nord (2¼%) et en Australie (1¾%); l'ensemble de la Scandinavie a aussi connu une évolution satisfaisante (1½%). Au Japon, la croissance de l'emploi a été légèrement inférieure à 1% par an entre 1982 et 1986

mais dépasse encore de beaucoup celle des pays européens de l'OCDE (moins de ½%). Les principaux retardataires sont les quatre grands pays d'Europe où l'emploi total n'a repris son expansion qu'en 1984.

Dans l'ensemble de la zone OCDE, le chômage frappe aujourd'hui environ 31 millions de personnes, soit quelque 8¼% de la population active, chiffre qui n'est que légèrement inférieur au taux record de 1983 — 8,8%; ce résultat s'explique par le recul du chômage dans les pays où la croissance de l'emploi est forte et par sa montée dans les pays européens où le taux de création d'emplois est faible.

Une proportion grandissante de chômeurs reste sans travail longtemps; par exemple, la moitié des 19½ millions de chômeurs européens depuis au moins un an. Ces chômeurs de longue date posent des problèmes particulièrement graves.

Du point de vue économique, la situation globale du chômage est inquiétante dans la mesure où la reprise actuelle est déjà parvenue à maturité. Elle ne semble pas devoir être brusquement enrayée par une poussée inflationniste, comme cela s'est produit dans le passé, mais elle est peut-être en train de s'essouffler. La croissance du PNB dans la zone OCDE devrait se

ralentir cette année pour se stabiliser ensuite autour de 2 à 2½%. Mais il y a plus: l'on commence à s'apercevoir que le problème ne sera pas résolu simplement par une accélération de la croissance de la production, bien cela demeure un objectif important. Comme l'on s'attend à une progression des taux d'activité dans la plupart des pays, il faudra parvenir à une augmentation substantielle de l'emploi, ne serait-ce que pour maintenir les taux de chômage à leurs niveaux actuels.

Or les projections à court terme donnent à penser que la progression de l'emploi ne sera pas suffisante même pour assurer la stabilité des niveaux de chômage actuels. Cette progression devant tomber à moins de 1¼% en 1987 et 1988, le nombre de chômeurs pourrait atteindre 31½ millions en 1988. Seule l'Amérique du Nord semble devoir connaître un recul du chômage de longue durée. Dans un avenir plus lointain, il se peut que la croissance de la population active totale des pays de l'OCDE commence à se ralentir du fait que moins de jeunes parviendront à l'âge actif. Mais, même dans ce cas, il faudra un rythme de création d'emplois beaucoup plus rapide si

1. Perspectives de l'emploi, OCDE, Paris, septembre 1987.

l'on veut, d'ici à 1995, ramener les taux de chômage ne serait-ce qu'à leur niveau de 1979 (graphique).

L'emploi féminin a eu tendance à progresser beaucoup plus vite que l'emploi masculin ces dernières années. Les hommes sont en général concentrés dans les branches en proie à un déclin de l'emploi durable et il faudra s'attacher tout particulièrement à accroître leurs possibilités. Mais le rythme de progression de l'emploi devra aussi rester rapide pour que la croissance de l'activité féminine se poursuive. Qui plus est, les évaluations actuelles de la demande nette de nouveaux emplois risquent de se révéler inférieures à la réalité. Une amélioration des débouchés et un accroissement général de l'emploi pourraient en effet, comme par le passé, entraîner des hausses des taux d'activité plus fortes que prévu, d'autant que de nombreux travailleurs « découragés » et autres personnes en marge du marché du travail pourraient alors réintégrer la population active.

L'expansion du secteur des services conjuguée à l'accroissement des taux d'activité féminins est allée de pair avec une progression de l'emploi à temps partiel dont la proportion a augmenté régulièrement par rapport à l'emploi total. Toutefois, on observe depuis quelques années un accroissement visible des emplois temporaires qui, tout en occupant encore une place secondaire dans la plupart des pays, ont exercé dans plusieurs autres une influence sensible sur l'emploi. En Belgique, en France et en Irlande, par exemple, l'emploi permanent a reculé tandis que l'emploi temporaire se développait.

Ces variations qualitatives de la structure de l'emploi sont le reflet non seulement des mutations technologiques, mais aussi de l'évolution des priorités des gens. Par conséquent, pour répondre à la demande d'emplois rémunérés dans les années à venir, il ne suffira sans doute pas d'accélérer la progression des emplois à plein temps de type classique. Deux choses seront nécessaires : un rythme de créations



L'emploi des femmes a progressé beaucoup plus vite que celui des hommes ces dernières années.

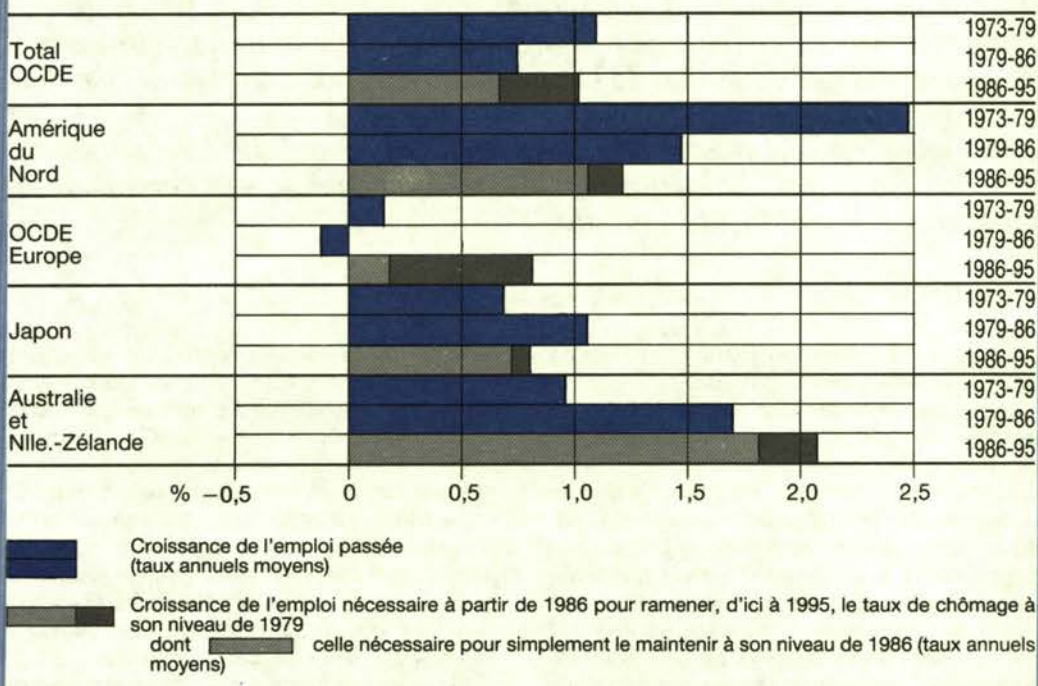
plus efficaces pour aider les chômeurs particulièrement défavorisés à trouver du travail.

Accélérer la création d'emplois

Un rythme de création d'emplois plus élevé est nécessaire non seulement pour permettre à tous ceux qui sont en âge de travailler de jouer un rôle actif dans la société, mais aussi pour des raisons sociales, économiques et démographiques. Les dépenses consacrées à la santé, à l'éducation et à d'autres services sociaux absorbent une part croissante du revenu national. Si les pouvoirs publics veulent être en mesure de s'acquitter de leurs engagements dans ces domaines au cours des années à venir, lorsque la proportion de retraités ou d'autres inactifs ira augmentant, ils devront disposer d'une plus large assiette fiscale. En effet, plusieurs pays pensent avoir atteint (ou presque) les limites de la capacité contributive de la population active actuelle, mais ne voient guère de possibilité de réduire sensiblement les prestations ou les services et hésitent à les financer en augmentant la dette publique.

Dans de nombreux pays, les chômeurs n'ont pas bénéficié de l'amélioration des

LE DÉFI DE LA CRÉATION DE L'EMPLOI



Attitudes nouvelles à l'égard du travail

Dans tous les pays, le secteur des services a été la principale source de croissance de l'emploi. Ce sont ainsi essentiellement les disparités des taux de progression de l'emploi dans ce secteur qui expliquent les différences d'un pays à un autre. A l'intérieur du secteur, les branches les plus dynamiques sont les services financiers, ceux fournis aux entreprises ainsi que les services sociaux et les services à la collectivité.

d'emplois aussi élevé que possible, un développement rapide des formes d'emploi nouvelles.

Comment créer du travail

L'OCDE s'intéresse de très près à l'élaboration de politiques du marché du travail pour les années à venir. Trois impératifs sont énoncés : accélérer la création d'emplois, accroître la flexibilité des marchés du travail en expansion, mettre au point des politiques d'ajustement plus équitables et

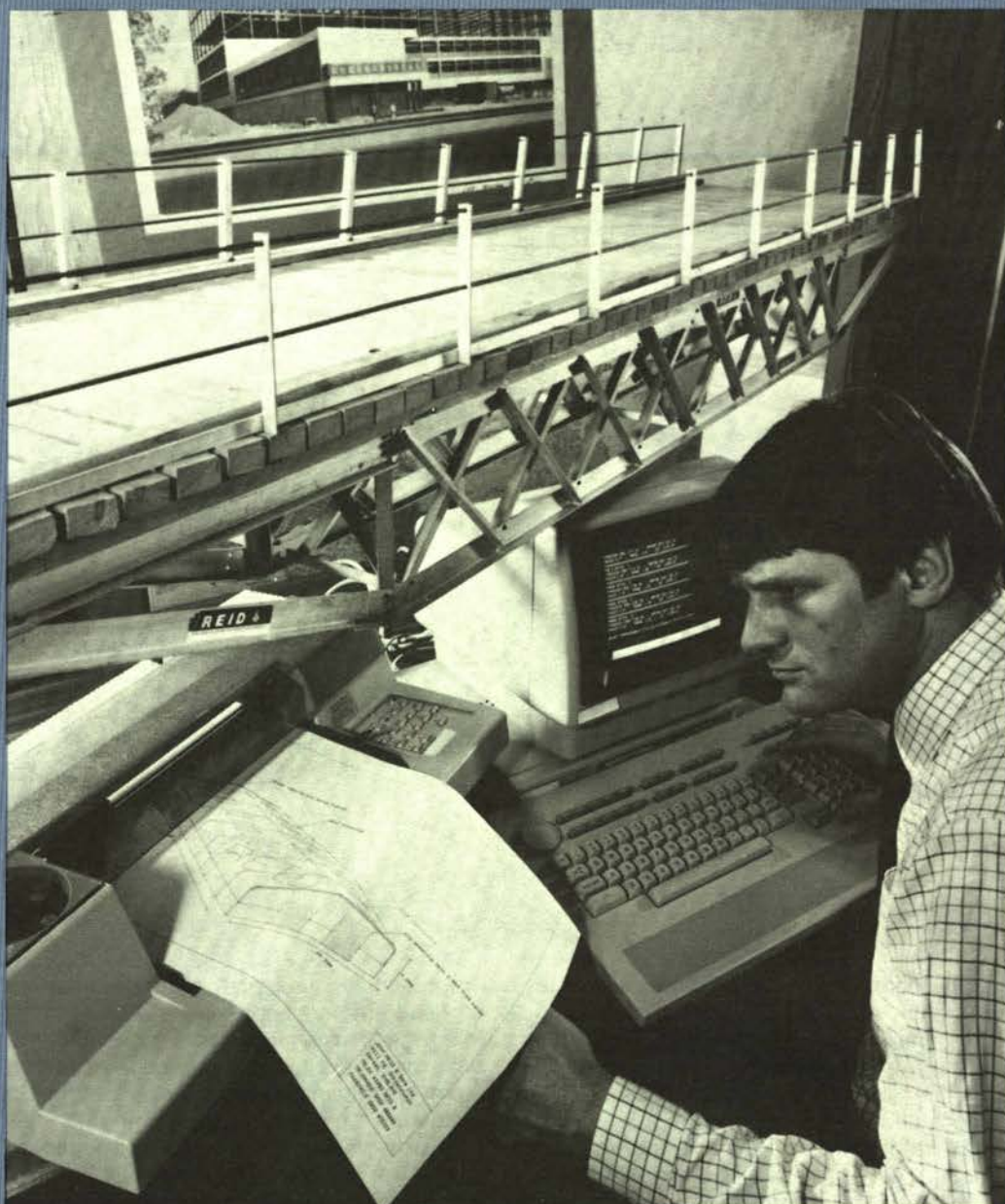
prestations sociales — chose plutôt ironique dans la situation actuelle. L'écart de revenu entre les personnes occupées et celles qui sont tributaires de transferts s'est creusé, renforçant, au-delà du besoin psychologique, l'incitation financière à trouver du travail.

Pendant plusieurs décennies, les pays de l'OCDE devront donc générer rapidement de nouveaux emplois et réduire le coût et le gaspillage que représentent les vastes réserves de chômeurs présentes dans nos pays à l'heure actuelle. Il est parfaitement possible de parvenir à un taux de croissance de l'emploi suffisant pour élargir l'assiette fiscale dans les proportions permettant aux pouvoirs publics de financer leurs engagements sociaux sans dépasser la capacité contributive de la population. L'Europe devrait, pour ce faire, atteindre, au cours des dix années à venir, à peu près le même taux de création d'emplois que connaissent depuis dix ans les Etats-Unis.

A cet égard, le rythme des mutations technologiques constitue à la fois une menace et une chance. Il explique en partie le taux élevé de rotation des emplois dans nos économies. Le nombre total d'emplois supprimés et créés en dix ans correspond à peu près au nombre total d'emplois que compte une économie, de sorte que les marchés du travail devraient pouvoir s'adapter à des rythmes rapides de changement structurel.

Il est intéressant de noter ici que le taux de rotation des emplois n'est pas sensiblement plus faible en Europe qu'aux Etats-Unis ; la « résistance au changement » ne saurait donc expliquer les mauvais résultats européens en matière de création d'emplois. Etant donné que, sur le long terme, la production a augmenté à un rythme comparable en Amérique du Nord et en Europe, l'explication serait plutôt à rechercher du côté des disparités dans le processus de changement structurel, les investissements à forte intensité de capital étant favorisés en Europe, les activités porteuses d'emplois encouragées en Amérique du Nord, en particulier dans le secteur des services. Ce phénomène a eu pour effet, en Europe, de mettre les chômeurs en marge de l'économie de marché, les travailleurs pourvus d'un emploi pouvant poursuivre leur activité et percevoir des salaires plus élevés à la faveur de gains de productivité réalisés grâce à des méthodes de production s'appuyant de plus en plus sur le capital.

Aux taux de rémunération actuels, les emplois exigent un vaste stock d'équipements par salarié. En conséquence, le coût que supposerait l'embauche de tous les chômeurs à des postes de travail utilisant la moyenne du stock d'équipements existant serait énorme. Il serait donc possible parvenir à une croissance raisonnablement rapide de l'emploi seulement en créant des postes de travail qui supposent des équipements assez modestes. Cela impliquerait, pendant quelques années, un taux de



Le secteur des services a créé des emplois notamment grâce au dynamisme des petites et moyennes entreprises.

croissance peu élevé tant de la productivité que des salaires, soit par une baisse générale du taux de progression de ces salaires, soit par des salaires plus faibles pour les emplois nouveaux. Certains soutiennent que c'est cela qui s'est passé aux Etats-Unis, thèse contestée par ailleurs, mais dans l'ensemble il est indéniable que, ce dernier temps, les gains de productivité y ont été globalement faibles et les salaires réels presque constants.

L'état actuel des finances publiques ne laisse guère prévoir, pour les prochaines années, de progression sensible de l'emploi dans le secteur public. Dans le privé, ce sont les petites entreprises qui constituent la source la plus dynamique d'emplois nouveaux. Presque partout, ce sont les PME qui, tout compte fait, sont les plus importants, souvent même les seuls générateurs d'emplois nets — encore que cette croissance nette soit la résultante de taux élevés de suppression et de création. Les

petites entreprises nouvelles offrent souvent des salaires relativement bas, mais ont tendance à les augmenter à mesure qu'elles se développent. Ces firmes peuvent fort bien continuer à créer des emplois même lorsqu'elles ont pris une taille moyenne ou grande.

Pour tirer parti de la vitalité des PME, certains gouvernements s'efforcent d'encourager l'esprit d'entreprise. De nombreux pays, en particulier les Etats-Unis, le Japon et l'Italie, en connaissent une renaissance spontanée, mais ce mouvement doit être bien canalisé si l'on veut que les entreprises prospèrent, se développent et suscitent un maximum d'emplois nouveaux (et stables). Les gouvernements doivent non seulement créer d'un climat d'investissement favorable aux individus et aux entreprises qui ont le goût du risque, mais aussi veiller à la disponibilité de capitaux de démarrage.

Assouplir les marchés du travail

Plus une économie est souple, plus elle est capable d'exploiter son potentiel



macro-économique de croissance de la production et de l'emploi. En même temps, l'ajustement structurel est beaucoup plus facile à opérer dans une économie en expansion. Un signe important d'assouplissement du marché du travail est la modération des hausses des salaires nominaux ; celle-ci s'est maintenue durant la reprise actuelle et, si elle se poursuit, pourrait contribuer à accélérer le taux d'expansion de l'emploi. Toutefois, souplesse ne veut pas dire que l'on empêche les salaires réels de progresser. Ceux-ci peuvent et doivent évoluer en fonction des gains de productivité et de l'amélioration des termes de l'échange, sous réserve qu'une part croissante des hausses soit affectée à des investissements générateurs d'emplois et non à un accroissement de la consommation.

La flexibilité, c'est aussi la facilité avec laquelle la main-d'œuvre employée dans les secteurs en perte de vitesse est redéployée au profit d'activités en expansion. Car le rythme de la croissance potentielle sera plus rapide si les marchés du travail réagissent à l'évolution de la structure de la demande. De nombreux pays ont pris des mesures pour éliminer les obstacles à la mobilité de la main-d'œuvre, en particulier les dispositions institutionnelles qui protègent les entreprises existantes et leurs effectifs aux dépens des demandeurs d'emplois. Mais, lorsqu'il s'agit de redéployer les effectifs et de redéfinir les tâches, beaucoup reste encore à faire. Les

droits acquis sur le plan professionnel, les profils d'emploi bien définis et le compartimentage des professions sont encore la règle dans la plupart des pays — le Japon étant la principale exception. La diffusion de technologies nouvelles permet de modifier l'organisation du travail, les modes de gestion et les qualifications requises ; le processus ne fait que démarrer et les frontières traditionnelles qui à l'heure actuelle délimitent emplois et professions continueront à s'estomper.

Les nouvelles possibilités d'emplois qui s'offrent ainsi doivent être exploitées au maximum par une adaptation des politiques d'enseignement et de formation. Les citoyens doivent être armés pour faire face à des tâches et à des conditions de travail qui ne cessent d'évoluer. Pour un travailleur d'aujourd'hui sécurité de l'emploi veut dire capacité d'adaptation — dans l'entreprise ou en changeant d'employeur selon la carrière que chacun entend mener.

Si les gens ont le bagage nécessaire pour assumer les emplois nouveaux qui commencent à apparaître, les employeurs seront encouragés à investir dans des technologies nouvelles et à créer des emplois. Mais il faudrait peut-être prendre des mesures plus énergiques pour faciliter l'entrée, le retour ou le maintien dans la vie active de travailleurs qui, sans cela, risqueraient d'être chômeurs ou inactifs. En particulier, il faudrait faire le nécessaire pour atténuer les difficultés des travailleurs

âgés qui sont brusquement poussés à la pré-retraite. Au sein de l'entreprise, le mouvement qui se dessine en faveur d'un travail moins absorbant ou à temps partiel doit être perçu comme une phase de pré-retraite acceptable et souhaitable. Les régimes de pension devraient être assouplis pour faciliter cette transition, d'autant qu'avec le vieillissement de la population, il faudra à moyen terme pouvoir faire appel à un nombre, non pas plus restreint, mais plus élevé de travailleurs âgés ; une plus grande flexibilité sera sans doute nécessaire en matière tant d'âge de la retraite que de plafonds de gains.

Sur un plan plus général, il faut accroître la mobilité de la main-d'œuvre en rendant les régimes de retraite transférables, en supprimant les réglementations en matière de logement et d'hypothèques, qui dissuadent les gens de bouger, et en assouplissant les règlements relatifs à la sécurité de l'emploi, qui découragent les employeurs de créer de nouveaux postes et d'y pourvoir.

Procurer du travail aux chômeurs

Les travailleurs que le processus d'ajustement a privé de leur emploi ont des difficultés particulières à retrouver du travail : la demande de main-d'œuvre est faible par rapport à l'offre, leurs compétences (éventuelles) risquent d'être dépassées ou inutiles. Si ces travailleurs ne sont pas recyclés de manière à les rendre potentiellement productifs aux yeux d'un employeur, ils risquent fort de rejoindre les



La Source, association mise sur pied il y a quatre ans dans la région parisienne, répond aux besoins actuels dans deux sens : elle procure, moyennant rétribution, une aide aux familles et aux personnes âgées dans leur cadre habituel ; elle satisfait le désir de travailler autrement — hors institution, à temps partiel, dans un emploi de contact valorisant. Les salariés de La Source, dont 40 % sont d'anciens chômeurs, bénéficient de 4 heures de formation par mois.

rangs des chômeurs de longue date ou de sombrer dans un découragement total et se retirer complètement de la population active. Les programmes de formation destinés à réintégrer ceux qui en sont arrivés là doivent être intensifs et sont par conséquent coûteux.

Si le processus de mise en valeur et d'adaptation des ressources humaines n'est pas bien conçu et organisé, les objectifs de création d'emplois, de flexibilité et d'ajustement — qui sont tous liés — ne seront pas atteints. Cela suppose un effort non seulement de la part des gouvernements, par le biais de la politique d'éducation et de la politique du marché du travail, mais aussi de la part du secteur privé qui investit de plus en plus dans la formation et les techniques modernes de gestion des ressources humaines. Priorité doit être généralement donnée à la prévention — enseignement et formation notamment — et à des mesures actives en faveur de l'emploi à l'intention des catégories les plus durement touchées. Pour ces dernières, la garantie de ressources est une mesure indispensable, mais insuffisante. Il faut mener des politiques sociales et des politiques d'emploi, souvent avec la participation des collectivités locales et du secteur privé, pour les réinsérer dans le monde du travail. Les mesures d'indemnisation du chômage et autres aides devraient être réorientées pour faciliter cette réinsertion. En fin de compte, les politiques plus actives dans le domaine social et celui de la main-d'œuvre doivent contribuer à rendre les économies plus compétitives et plus créatrices d'emplois.

Nouvelles publications de l'OCDE

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES GÉNÉRAUX

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

— ISSN 0304-3363

Études annuelles, très détaillées, pour les pays de l'OCDE, des tendances et des politiques économiques.

(18 à 20 études à paraître)

Série 1986-1987

(10 87 01 2) **Canada** (août 1987)

ISBN 92-64-22993-0, 102 p.

(10 87 13 2) **Danemark** (juillet 1987)

ISBN 92-64-22987-6, 98 p.

(10 87 15 2) **Allemagne** (juillet 1987)

ISBN 92-64-22985-X, 104 p.

(10 87 16 2) **Grèce** (juillet 1987)

ISBN 92-64-22983-3, 86 p.

(10 87 17 2) **Islande** (mai 1987)

ISBN 92-64-22948-5, 88 p.

(10 87 28 2) **Royaume-Uni** (juillet 1987)

ISBN 92-64-22988-4, 100 p.

(10 87 27 2) **Turquie** (juin 1987)

ISBN 92-64-22977-9, 104 p.

Chaque étude F28 £2.80 US\$6.00 DM12

Abonnement à la série 1986-1987 F400 £40.00 US\$80.00 DM180

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE-STATISTIQUES RÉTROSPECTIVES/OECD ECONOMIC OUTLOOK-HISTORICAL STATISTICS 1960-1985 (juin 1987) bilingue

(12 87 01 3) ISBN 92-64-02962-1, 166 p.

F85 £8.00 US\$17.00 DM37

FLUX ET STOCKS DE CAPITAL FIXE/FLOWS AND STOCKS OF FIXED CAPITAL — 1960-1985 (juin 1987) bilingue

(30 87 03 3) ISBN 92-64-02961-3, 40 p.

F30 £3.00 US\$6.00 DM13

ÉCHANGES

LES SYSTÈMES DE FINANCEMENT DES CRÉDITS À L'EXPORTATION DANS LES PAYS MEMBRES DE L'OCDE - 3^e édition (mai 1987)

(22 87 01 2) ISBN 92-64-22947-7, 308 p.

F110 £11.00 US\$22.00 DM49

ÉNERGIE

AIE (Agence internationale de l'énergie)

DIX ANNÉES D'ACTIVITÉS DE RD&D ÉNERGÉTIQUE EN COOPÉRATION — 1976-1986 (août 1987)

(61 87 02 2) ISBN 92-64-22917-5, 286 p.

F175 £17.50 US\$35.00 DM78

LE MARCHÉ PÉTROLIER — 1986 (juillet 1987)

(61 87 07 2) ISBN 92-64-22957-4, 70 p.

F110 £11.00 US\$23.00 DM47

AEN (Agence pour l'énergie nucléaire)

TCHERNOBYL ET LA SÛRETÉ DES RÉACTEURS NUCLÉAIRES DANS LES PAYS DE L'OCDE. Rapport établi par un groupe d'experts de l'AEN (juin 1987)

Ce rapport évalue la portée éventuelle de l'accident de Tchernobyl sur la sûreté des réacteurs nucléaires dans les pays de l'OCDE. Il examine les analyses de l'accident effectuées dans plusieurs pays ainsi que les améliorations de la sûreté des réacteurs RBMK annoncées par l'URSS. Plusieurs questions en suspens sont mises en lumière. Le rapport compare les caractéristiques de sûreté des RBMK avec celles des

réacteurs de puissance dans les pays de l'OCDE. (66 87 03 2) ISBN 92-64-22975-2, 106 p.

F110 £11.00 US\$23.00 DM47

ACTIVITÉS DE L'AEN — 1986 (juillet 1987)

Le 15^e rapport annuel de l'Agence pour l'énergie nucléaire décrit en détail les activités de l'Agence, notamment dans les domaines suivants : aspects techniques et économiques de l'énergie nucléaire et du cycle du combustible ; recherches et réglementation en matière de sûreté nucléaire ; aspects technologiques et institutionnels de la gestion des déchets radioactifs ; et responsabilité civile dans le domaine nucléaire.

50 pages. Gratuit sur demande adressée à l'OCDE.

BULLETIN DE DROIT NUCLÉAIRE N° 39 — JUIN 1987 (juillet 1987)

Étude semestrielle. Fait état des travaux en matière de législation et de réglementation à travers le monde et dans les organisations internationales s'occupant d'énergie nucléaire.

(67 86 39 2) 84 pages. Pas de vente au numéro.

(67 00 00 2) ISSN 0304-3428

Abonnement 1987 : (N° 39 et N° 40 Décembre)

F120 £12.00 US\$24 DM53

DÉVELOPPEMENT ET AIDE

FINANCEMENT ET DETTE EXTÉRIEURE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT. Étude 1986. (juillet 1987)

Les données les plus récentes de l'OCDE sur les flux de ressources financières vers les pays en développement et sur l'endettement extérieur de ces derniers durant la période 1975-86. Des notes techniques font le bilan des définitions, concepts et indicateurs actuels. Une introduction d'ensemble replace les tendances qui se dégagent des chiffres dans le contexte de l'évolution de la situation économique mondiale.

(43 87 03 2) ISBN 92-64-22982-5, 236 p.

F100 £10.00 US\$21.00 DM43

RÉPERTOIRE DES PROJETS DE RECHERCHE SUR LE DÉVELOPPEMENT DANS LES PAYS ANGLOPHONES DES CARAÏBES (juillet 1987) bilingue

(40 87 01 3) ISBN 92-64-02963-X, 320 p.

F120 £12.00 US\$25.00 DM52

EMPLOI ET AFFAIRES SOCIALES

DE NOUVEAUX RÔLES POUR LES AUTORITÉS LOCALES. Initiatives locales de création d'emplois (juin 1987)

Cette étude, portant sur plusieurs pays de l'OCDE, montre comment les autorités locales, par des méthodes novatrices et empiriques, s'efforcent de stimuler la création d'emplois.

(84 87 01 2) ISBN 92-64-22952-3, 76 p.

F50 £5.00 US\$9.00 DM18

Études de politique sociale

N° 4. LA SANTÉ : FINANCEMENT ET PRESTATIONS. Analyse comparée des pays de l'OCDE.

Comparaison, sans doute la plus complète à ce jour, des orientations des pays de l'OCDE en ce qui concerne le financement et la prestation des soins de santé. Analyse des problèmes méthodologiques de base : plus de 50 tableaux et graphiques d'informations statistiques comparées sur les résultats, les dépenses, les prix et l'utilisation des services de santé, l'impact futur de l'évolution démographique et technologique. Examen des politiques menées pour

promouvoir l'équité et l'efficacité du financement et des prestations de soins médicaux.

(81 87 02 2) ISBN 92-64-22973-6, 104 p.
F60 £6.00 US\$13.00 DM26

INDUSTRIE SCIENCE ET TECHNOLOGIE

POLITIQUE NATIONALE DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE PAYS-BAS (août 1987)

Ce rapport évalue les nouvelles orientations prises au cours des dernières années aux Pays-Bas et présente des recommandations dans le but de rendre l'ensemble du système de recherche-développement mieux adapté aux besoins de l'économie nationale, en particulier à ceux de l'industrie et des principaux secteurs des services.

(92 87 03 2) ISBN 92-64-22955-8, 154 p.
F95 £9.50 US\$00.00 DM35

SUÈDE (juin 1987)

La Suède est l'un des pays où l'investissement par habitant dans la recherche-développement est le plus élevé. Ce rapport examine les raisons des succès de la Suède dans l'application des technologies pour promouvoir son développement économique.

(92 87 04 2) ISBN 92-64-22958-2, 122 p.
F60 £6.00 US\$19.00 DM26

REVUE DE LA SCIENCE, DE LA TECHNOLOGIE ET DE L'INDUSTRIE - ISSN 1010-5239

Nouvelle publication périodique qui paraît deux fois par an, au printemps et à l'automne. Elle présente des rapports et des articles touchant à des questions de politique de la science, de la technologie et de l'industrie qui sont d'actualité pour les pays Membres de l'Organisation. Bon nombre de ces articles découlent d'analyses effectuées par les experts de l'OCDE, ou par les consultants attachés à la direction de la science, de la technologie et de l'industrie, dans le cadre des comités intergouvernementaux de l'OCDE ; ils bénéficient donc des données et des commentaires fournis par les pays Membres.

N° 2/ 1987 (1987)
(90 87 01 2) ISBN 92-64-23002-5
Le numéro F80 £8.00 US\$16.00 DM35
Abonnement 1987
(N° 2/Printemps et N° 3/Automne)
F150 £15.00 US\$30.00 DM66

ÉVALUATION DE LA RECHERCHE. Un choix de pratiques en vigueur (juillet 1987) L'évaluation de la recherche suscite un intérêt croissant dans les pays de l'OCDE. Les méthodes utilisées varient selon les pays et les institutions, mais elles font toujours appel, de façon plus ou moins directe, au jugement par les pairs. Ce rapport passe en revue les méthodes les plus couramment utilisées et met en lumière leurs avantages et leurs limites.

(92 87 05 2) ISBN 92-64-22981-7, 78 p.
F50 £5.00 \$11.00 DM22

INDICATEURS DES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES N° II/1987. (juillet 1987) bilingue ISSN 0250-4278, 124 p.

Une publication trimestrielle publiée régulièrement depuis 1979. Les numéros publiés avant 1986 sont disponibles uniquement sous forme de microfiches. Edition imprimée or sur microfiches:

Au numéro F50 £5.00 US\$10.00 DM22
Abonnement 1987 F160 £16.00 US\$32.00 DM70

LE MARCHÉ DE L'ACIER EN 1986 ET PERSPECTIVES EN 1987 (août 1987)

La consommation d'acier de l'OCDE en 1987 diminuera probablement de 3% - au même rythme que l'année dernière. Etant donné que les exportations nettes vers le reste du monde pourraient également continuer à baisser, on s'attend à ce que la production d'acier de l'OCDE diminue un peu plus que la consommation.

(58 87 02 2) ISBN 92-64-22990-1, 44 p.
F45 £4.50 US\$9.00 DM19

AFFAIRES FINANCIÈRES ET FISCALES

INTRODUCTION AUX CODES OCDE DE LIBÉRATION. JUIN 1987 (juillet 1987) Sél.

Les pays Membres de l'OCDE se sont engagés à assurer et à généraliser la liberté des mouvements de capitaux et celle des opérations invisibles courantes. Cette publication fait connaître la teneur des Codes OCDE de libération, instruments juridiques qui doi-

STATISTIQUES DE L'OCDE SUR DISQUETTE DE MICRO-ORDINATEUR

Les statistiques provenant de certaines publications de l'OCDE sont disponibles sous une forme assimilable par machine en vue de leur utilisation sur des micro-ordinateurs de type IBM-PC (ou compatible). Elles permettent aux abonnés d'accéder facilement et rapidement à toute une gamme de données économiques et financières concernant les pays Membres de l'OCDE.

Les données sont fournies sur des disquettes de 5 pouces 1/4 à double face et double densité dans un format propre à l'OCDE. Chaque disquette contient un programme simple permettant de traduire les données dans les formats DIF, SYLK, LOTUS WKS ou LOTUS PRN et, partant, de les transférer aisément à des progiciels courants de tableurs.

Les données statistiques actuellement disponibles sur disquette de micro-ordinateur sont extraites des publications suivantes :

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Abonnement annuel : 1 900 FF ou US\$400

COMPTES NATIONAUX ANNUELS

Abonnement annuel : 1 200 FF ou US\$250

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS

Abonnement annuel : 2 200 FF ou US\$460

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Abonnement annuel : 6 000 FF ou US\$1 260

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

Séries rétrospectives

Prix par série de dix ans : 2 000 FF ou US\$420

STATISTIQUES DE LA DETTE EXTÉRIEURE

Abonnement annuel : 500 FF ou US\$105

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES RESSOURCES FINANCIÈRES

MISES À LA DISPOSITION DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Abonnement annuel : 1 200 FF ou US\$250

TAUX D'INTÉRÊT SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX ET DOMESTIQUES

Abonnement annuel : 2 500 FF ou US\$525

STATISTIQUES SUR L'ENDETTEMENT EXTÉRIEUR : CRÉANCES EXTÉRIEURES BANCAIRES ET CRÉANCES EXTÉRIEURES NON BANCAIRES LIÉES AU COMMERCE, VENTILÉES PAR PAYS ET TERRITOIRE

EMPRUNTEUR

Abonnement annuel : 500 FF ou US\$105

De nombreux fichiers statistiques existent aussi sur bande magnétique pour utilisation sur des ordinateurs centraux.

Pour plus d'informations, contacter : les centres de publications et d'information de l'OCDE

à Washington, Tokyo ou Bonn

ou

l'unité des services à la clientèle,

Service des publications, OCDE, Paris

vent permettre d'atteindre cet objectif, et explique comment ils sont appliqués.

(21 87 07 2) ISBN 92-64-22978-7, 42 p.
F35 £3.50 US\$7.00 DM15

INVESTISSEMENT INTERNATIONAL ET ENTRE-

PRISES MULTINATIONALES: RENTABILITÉ DES BANQUES. Supplément statistique. Comptes des banques 1981-85 (juillet 1987) bilingue

(21 87 08 3) ISBN 92-64-02964-8, 88 p.
F60 £6.00 US\$13.00 DM26

TENDANCES RÉCENTES DES INVESTISSEMENTS DIRECTS INTERNATIONAUX (juin 1987) Sél.

(21 87 06 2) ISBN 92-64-22971-X, 220 p.
F100 £10.00 US\$21.00 DM43

AFFAIRES DES ENTREPRISES CONCURRENCE ET CONSOMMATION

LA SÉCURITÉ DES PRODUITS. Mise au point et application des mesures. Rapport du comité de la politique à l'égard des consommateurs de l'OCDE (juin 1987)

(24 87 03 2) ISBN 92-64-22924-8, 68 p.
F50 £5.00 US\$10.00 DM22

ÉDUCATION

L'ENSEIGNEMENT DE TROISIÈME CYCLE DES ANNÉES 80 (juillet 1987)

Ce rapport examine les principaux facteurs qui, depuis les années 70, ont profondément modifié le profil des études du troisième cycle dans les pays de l'OCDE : des formes nouvelles de participation à l'enseignement supérieur, des perspectives d'emploi différentes et la nécessité d'adapter les programmes de formation à un environnement économique et technologique en pleine mutation.

(91 87 03 2) ISBN 92-64-22980-9, 114 p.
F60 £6.00 US\$13.00 DM26

ENVIRONNEMENT

DONNÉES OCDE SUR L'ENVIRONNEMENT/OECD ENVIRONMENTAL DATA. COMPENDIUM 1987 (juin 1987) bilingue

Ce volume est un recueil de données internationales sur la pollution, les ressources naturelles et leur gestion. Il complète et met à jour le premier compendium de données OCDE sur l'environnement qui a été publié en 1985.

(97 87 05 3) ISBN 92-64-02960-5 336 p.
F200 £20.00 US\$42.00 DM86

AGRICULTURE

POLITIQUE NATIONALES ET ÉCHANGES AGRICOLES (juillet 1987)

Ce rapport examine l'incidence des politiques nationales sur les échanges agricoles internationaux et analyse les effets sur le marché d'une réduction du soutien aux producteurs de même que le fonctionnement des marchés agricoles. Il mesure également le niveau de l'aide par pays et par produit et met l'accent sur l'importance du soutien apporté à l'agriculture par les pouvoirs publics et par les consommateurs. Le rapport conclut que tous les pays Membres de l'OCDE tireraient profit d'une réduction progressive et équilibrée de l'aide aux producteurs, réalisée selon une approche multilatérale et multiproduit. Cela améliorerait aussi le climat des échanges internationaux.

(51 87 04 2) ISBN 92-64-22976-0, 334 p.
F120 £12.00 US\$25.00 DM52

TRANSPORT

CEMT

LE TRANSPORT INTERNATIONAL PAR AUTOCAR. Table ronde 72 (juin 1987)

(75 87 04 2) ISBN 92-821-2116-X, 118 p.
F60 £6.00 US\$12.00 DM27

LES TRANSPORTS MARITIMES - 1986 (août 1987)

Malgré l'accroissement en 1986 de la demande globale de tonnage et la contraction, pour la quatrième année consécutive, du tonnage de la flotte de commerce mondiale, seuls ont été rentables certains secteurs très spécialisés. La surcapacité, qui s'est constituée au début des années 80 continue, en particulier, de peser lourdement sur les secteurs du vrac et du transport conteneurisé.

(76 87 01 2) ISBN 92-64-22991-4, 226 p.
F85 £8.50 US\$18.00 DM37

Où obtenir les publications de l'OCDE

ALLEMAGNE

OECD Publications and Information Centre,
4 Simrockstrasse,
5300 Bonn Tél. (0228) 21.60.45

ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L.,
Florida 165, 4^o Piso,
(Galeria Guemes) 1333 Buenos Aires
Tél. 33.1787.2391 y 30.7122

AUSTRALIE

D.A. Book (Aust.) Pty. Ltd.
11-13 Station Street (P.O. Box 163)
Mitcham, Vic. 3132 Tél. (03) 873 4411

AUTRICHE

OECD Publications and Information Centre,
4 Simrockstrasse, 5300 Bonn (Allemagne)
Tél. (0228) 21.60.45

Agent local :
Gerold & Co., Graben 31, Wien 1 Tél. 52.22.35

BELGIQUE

Jean De Lannoy, Service Publications OCDE
avenue du Roi 202
B-1060 Bruxelles Tél. (02) 538.51.69

CANADA

Éditions Renouf Ltée,
1294 Algoma Road, Ottawa, Ont. K1B 3W8
Tél. (613) 741-4333

Sans Frais :
Ontario, Quebec, Maritimes:
1-800-267-1805
Western Canada, Newfoundland:
1-800-267-1826
Magasins :
61 rue Sparks, Ottawa, Ont. K1P 5A6
Tél. (613) 238-8985
211 rue Yonge, Toronto, Ont. M5B 1M4
Tél. (416) 363-3171

Bureau de Ventes :
7575 Trans Canada Hwy, Suite 305,
St. Laurent, Quebec H4T 1V6
Tél. (514) 335-9274

CORÉE

Kyobo Book Centre Co. Ltd.,
P.O.Box: Kwang Hwa Moon 1658,
Séoul Tél. (REP) 730.78.91

DANEMARK

Munksgaard Export and Subscription Service,
35, Nørre Søgade, DK 1370 København K
Tél. +45.1.12.85.70

ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, S.A.
Castelló 37, Apartado 1223, Madrid-28001
Tél. 431.33.99
Libreria Bosch, Ronda Universidad 11,
Barcelone 7 Tél. 317.53.08/317.53.58

ÉTATS-UNIS

OECD Publications and Information Centre,
2001 L Street, N.W.,
Suite 700,
Washington, D.C. 20036-4095
Tél. (202) 785.6323

FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa,
Keskuskatu 1, 00100 Helsinki 10 Tél. 0.12141

FRANCE

OCDE
Commandes par correspondance :
2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16
Tél. (1) 45.24.82.00
Librairie : 33, rue Octave-Fuillet, 75016 Paris
Tél. (1) 45.24.81.67 ou (1) 45.24.81.81
Principal correspondant :
Librairie de l'Université,
12a, rue Nazareth,
13602 Aix-en-Provence Tél. 42.26.18.08

GRÈCE

Librairie Kauffmann,
28, rue du Stade,
105 64 Athènes Tél. 322.21.60

HONG-KONG

Government Information Services,
Publications (Sales) Office,
Beaconsfield House, 4/F.,
Queen's Road Central

INDE

Oxford Book and Stationery Co.,
Scindia House, New Delhi 1 Tél. 331.5896/5308
17 Park St., Calcutta 700016 Tél. 240832

INDONÉSIE

Pdii-Lipi, P.O. Box 3065/JKT., Jakarta.
Tél. 583467

IRLANDE

TDC Publishers - Library Suppliers,
12 North Frederick Street, Dublin 1.
Tél. 744835-749677

ISLANDE

Snæbjörn Jónsson & Co., h.f.,
Hafnarstræti 4 & 9,
P.O.B. 1131 - Reykjavik. Tél. 13133/14281/11936

ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni,
Via Lamarmora 45, 50121 Firenze
Tél. 579751/584468
Via Bartolini 29, 20155 Milano. Tél. 365083
Sub-depositari :
Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00186 Roma
Tél. 6794628

Libreria Hoepli,
Via Hoepli 5, 20121 Milano Tél. 865446
Livreria Scientifica
Dott. Lucio de Biasio "Aeiou"
Via Meravigli 16, 20123 Milano Tél. 807679
Libreria Lattes,
Via Garibaldi 3, 10122 Torino Tél. 519274
La diffusione delle edizioni OCSE è inoltre assicurata
dalle migliori librerie nelle città più importanti.

JAPON

OECD Publications and Information Centre,
Landic Akasaka Bldg., 2-3-4 Akasaka,
Minato-ku, Tokyo 107 Tél. 586.2016

LIBAN

Documenta Scientifica/Redico,
Edison Building, Bliss St.,
P.O.B. 5641, Beirut Tél. 354429-344425

MALAISIE

University of Malaya Co-operative
Bookshop Ltd., P.O. Box 1127,
Jalan Pantai Baru, Kuala Lumpur
Tél. 577701/577072

NORVÈGE

Tanum-Karl Johan
Karl Johans gate 43, Oslo 1
PB 1177 Sentrum, 0107 Oslo 1 Tél. (02) 42.93.10

NOUVELLE-ZÉLANDE

Government Printing Office Bookshops:
Auckland: Retail Bookshop, 25 Rutland
Street,
Mail Orders, 85 Beach Road
Private Bag C.P.O.
Hamilton: Retail: Ward Street,
Mail Orders, P.O. Box 857
Wellington: Retail, Mulgrave Street, (Head Office)
Cubacade World Trade Centre,
Mail Orders, Private Bag
Christchurch: Retail, 159 Hereford Street,
Mail Orders, Private Bag
Dunedin: Retail, Princes Street,
Mail Orders, P.O. Box 1104

PAKISTAN

Mirza Book Agency,
65 Shahrah Quaid-E-Azam, Lahore 3 Tél. 66839

PAYS-BAS

Staatsuitgeverij
Chr. Plantijnstraat 2 Postbus 20014
2500 EA S-Gravenhage Tél. 070.789911
Voor bestellingen: Tél. 070.789880

PORTUGAL

Livraria Portugal,
Rua do Carmo 70-74, 1117 Lisboa Codex.
Tél. 360582/3

ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office,
Postal orders only: (01)211-5656
P.O.B. 276, London SW8 5DT
Tél. (01) 622.3316, ou

49 High Holborn
London WC1V 6HB (personal callers)
Branches at: Belfast, Birmingham,
Bristol, Edinburgh, Manchester

SINGAPOUR

Information Publications Pte Ltd
Pei-Fu Industrial Building,
24 New Industrial Road N° 02-06
Singapore 1953 Tél. 2831786, 2831798

SUÈDE

AB CE Fritzes Kungl. Hovbokhandel,
Box 16356, S 103 27 STH,
Regeringsgatan 12,
DS Stockholm Tél. (08) 23.89.00
Subscription Agency/Abonnements:
Wennergren-Williams AB,
Box 30004, S104 25 Stockholm Tél. (08) 54.12.00

SUISSE

OECD Publications and Information Centre,
4 Simrockstrasse,
5300 Bonn (Allemagne) Tél. (0228) 21.60.45
Agent local :
Librairie Payot,
6 rue Grenus, 1211 Genève 11 Tél. (022) 31.89.50

TAIWAN

Good Faith Worldwide Int'l Co., Ltd.
9th floor, No. 118, Sec.2
Chung Hsiao E. Road
Taipei Tél. 391-7396/391.7397

THAÏLANDE

Suksit Siam Co., Ltd.,
1715 Rama IV Rd.,
Samyarn Bangkok 5 Tél. 2511630

TURQUIE

Kültür Yayinlari Is-Türk Ltd. Sti.
Atatürk Bulvari No. 191/Kat. 21
Kavaklıdere/Ankara Tél. 25.07.60
Dolmabahce Cad. No: 29
Besiktas/Istanbul Tél. 160.71.88

VENEZUELA

Libreria del Este,
Avda F. Miranda 52, Aptdo. 60337,
Edificio Galipan, Caracas 106
Tél. 32.23.01/33.26.04/31.58.38

YUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Knez Mihajlova 2,
P.O.B. 36, Beograd Tél. 621.992

Les commandes en provenance de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à : OCDE, Service des Publications, Division des Ventes et Distribution, 2, rue André-Pascal, F 75775 Paris Cedex 16.

Organisation de Coopération et de Développement Economiques

